

grandparis aménagement

MARCHÉ DE PRESTATIONS
INTELLECTUELLES

MISSION de MAITRISE
d'ŒUVRE des
TRAVAUX DE
REHABILITATION du Parking
SILO PIR EST
Sevrans (93)

Cahier des clauses techniques
particulières (C.C.T.P.)

GRAND PARIS AMENAGEMENT
Direction Territoriale
Grand Paris Nord

Table des matières

1	DESCRIPTION DU SITE ET ELEMENTS DE CADRAGE	4
1.1	LOCALISATION DE L'OPERATION D'AMENAGEMENT	4
1.2	OBJECTIFS DE L'OPERATION D'AMENAGEMENT	5
1.3	DESCRIPTION DE L'OPERATION D'AMENAGEMENT	7
1.4	CARACTERISTIQUES DU SITE DE L'OPERATION ET ENJEUX DE LA MISSION	10
2	PRESENTATION DE L'OPERATION DE DEMOLITION	12
2.1	PROGRAMME DES TRAVAUX DE DEMOLITIONS DE LA ZAC	12
2.2	LE PARKING SILO PIR EST	12
2.3	PROGRAMME PREVISIONNEL	14
2.4	CALENDRIER PREVISIONNEL DES AUTORISATIONS	15
3	CONTEXTE DE LA MISSION	16
3.1	OBJET DU MARCHE	16
3.2	MISSIONS SUSCEPTIBLES D'ETRE CONFIEES AU TITULAIRE	17
3.3	MAITRISE D'OUVRAGE ET INTERVENANTS	17
3.4	CALENDRIER OPERATIONNEL CONTRAINT : POLE GARE	18
3.5	DOCUMENTS MIS A DISPOSITION DU TITULAIRE	18
3.6	DEMARCHE DE RESPONSABILITE SOCIETALE DE GPA	19
4	ATTENDUS D'ORDRE GENERAL	21
4.1	REUNIONS ET COORDINATION AVEC LES AUTRES INTERVENANTS	21
4.2	OBLIGATION DE SUIVI DES TRAVAUX ET DEPENSES	22
4.3	DIAGNOSTIC STRUCTUREL	22
4.4	ECONOMIE CIRCULAIRE ET GESTION DES DECHETS	23
4.5	ENVIRONNEMENT URBAIN SENSIBLE – RESPECT DE LA QUALITE ENVIRONNEMENTALE	28
4.6	ORGANISATION DES TRAVAUX	29
5	DESCRIPTION DETAILLEE DES MISSIONS	30
5.1	ELEMENTS COMMUNS A CHAQUE PHASE	30
1.	<i>Etudes et livrables à actualiser tout au long de la mission</i>	30
2.	<i>Participation et assistance tout au long de la mission</i>	30
3.	<i>Suivi de l'instruction du Permis de construire</i>	31
4.	<i>Consignation des réseaux</i>	31
5.2	DIAGNOSTIC / FAISABILITE	32
5.3	MISSIONS D'AVANT-PROJET	36
5.4	MISSIONS D'ETUDE PROJET ET ASSISTANCE A LA PASSATION DES MARCHE DE TRAVAUX	41
1.	<i>Etudes de Projet (PRO)</i>	41
2.	<i>Assistance à la passation des contrats de travaux (ACT)</i>	46
5.5	MISSIONS EN PHASE TRAVAUX	50
1.	<i>Élément de mission « visas des études d'exécution » (VISA)</i>	51
2.	<i>Éléments de mission « direction de l'exécution des travaux » DET</i>	52
3.	<i>Assistance apportée au Maître de l'ouvrage lors des opérations de réception (AOR)</i>	58
5.6.	MISSIONS COMPLEMENTAIRES AUX MISSIONS DE MOE INTEGREES A CE MARCHE	63
1.	<i>Ordonnancement, Coordination et Pilotage des travaux (OPC)</i>	63
2.	<i>Coordination Sécurité et Système Incendie (SSI)</i>	64

6	TABLE DES FIGURES	66
7	ANNEXES.....	67

1 DESCRIPTION DU SITE ET ELEMENTS DE CADRAGE

1.1 Localisation de l'opération d'aménagement

Sevrans est une ville de 50 000 habitants située au nord-est de la Seine-Saint-Denis, en frange du bassin aéroportuaire dit du Grand Roissy (aéroport Paris-CDG). La Commune fait partie de la Métropole du Grand Paris et de l'Etablissement public territorial Paris Terres d'Envol. L'EPT rassemble 8 communes, 2 aéroports (Paris-CDG et le Bourget) et près de 350 000 habitants.

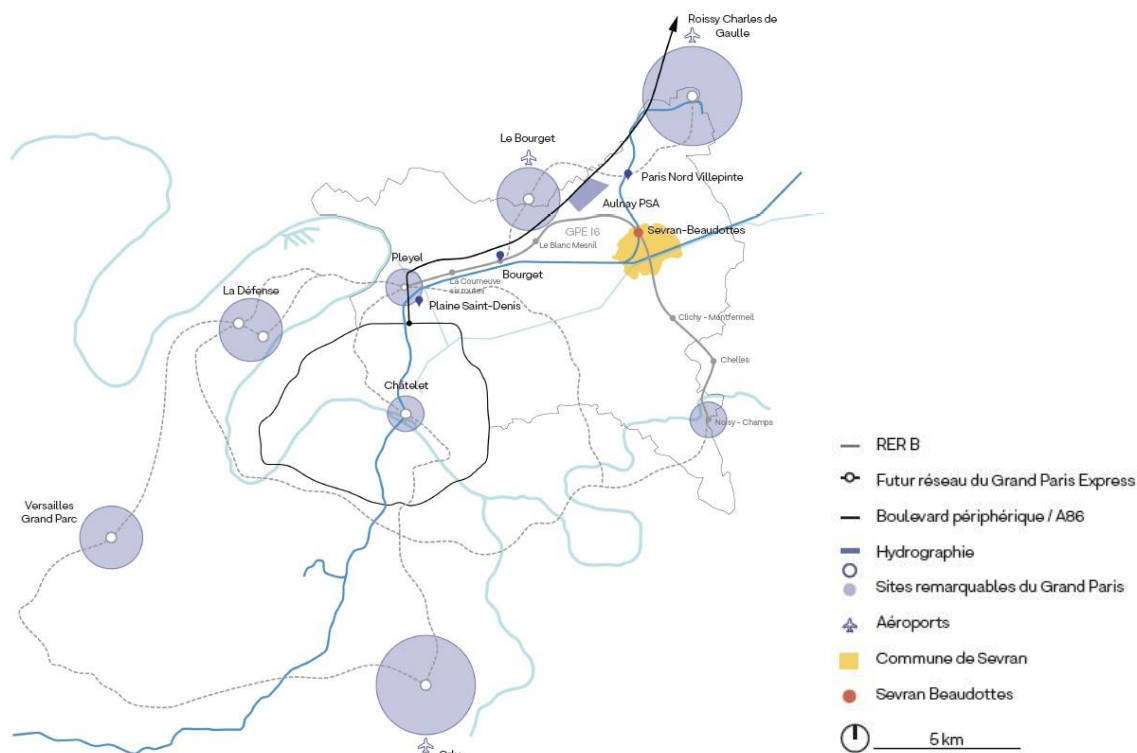


Figure 1 plan de situation et desserte en transport de la ville de Sevrans

Depuis le début des années 2000, la municipalité sevranaise a engagé une vaste politique de renouvellement et de redynamisation de la ville : reconversion des friches industrielles (friche Kodak, projet Westinghouse) et installation de nouveaux équipements notamment. Par ailleurs, la Ville de Sevrans s'est engagée activement dans la rénovation urbaine par le biais de l'ANRU dès 2004 avec le déploiement de grands projets de renouvellement des quartiers de grands ensembles.

L'arrivée de deux futures gares de la ligne 16 du Grand Paris Express permet de dynamiser cette politique de transformation profonde de la commune et d'adopter une posture ambitieuse d'innovation et de changement d'image du territoire. Des projets d'envergure autour du futur pôle gare de Sevrans-Beaudottes, comme la ZAC Sevrans Terre d'Avenir à l'est, le projet de renouvellement urbain « Grand Quartier Aulnay-Sevrans » et les réflexions sur l'évolution du Boulevard Ballanger au nord, ont été lancés pour atteindre ce double objectif.

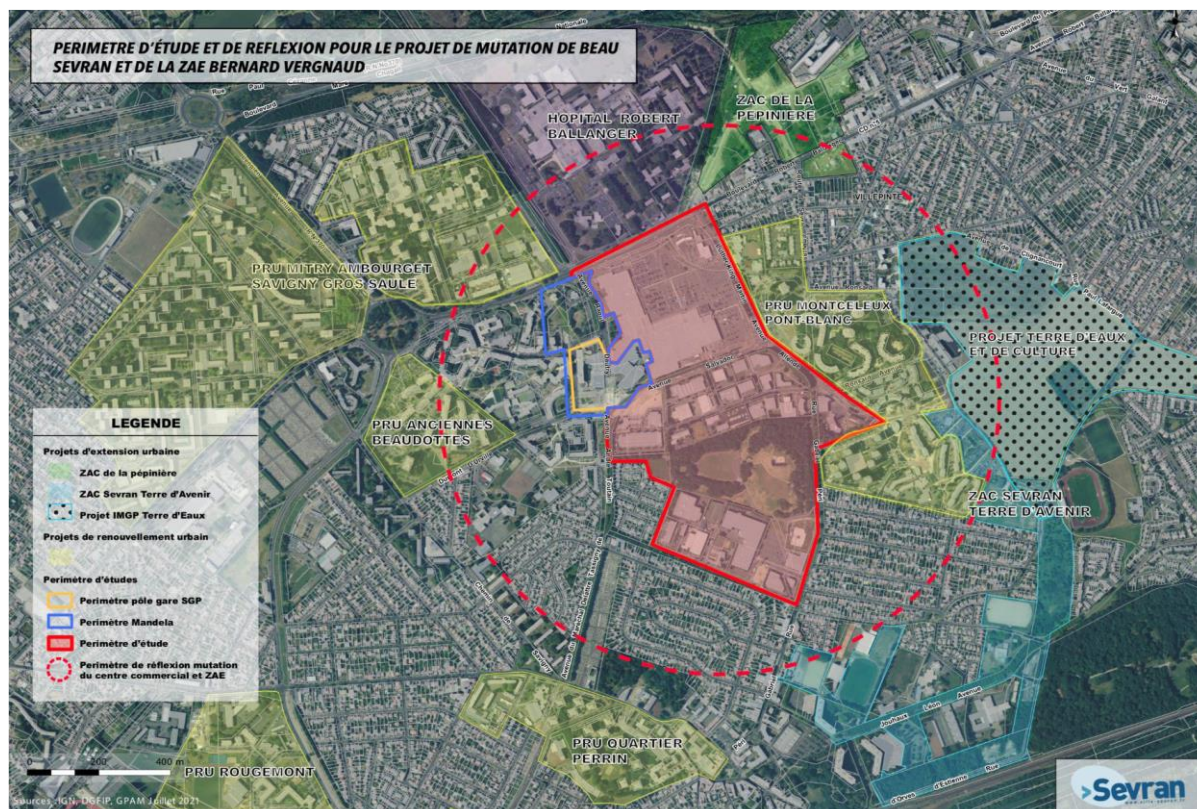


Figure 2 Les différents projets en cours ou à l'étude sur le secteur nord de la commune de Sevrans

A la demande la Ville de de Sevrans et l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol, Grand Paris Aménagement a pris l'initiative d'une opération d'aménagement sur le quartier de gare de Sevrans-Beaudottes lors de son Conseil d'administration du 17 décembre 2021 comprenant notamment le secteur « Mandela-Gare », périmètre d'une future ZAC, qui englobe le pôle gare Sevrans-Beaudottes. A ce titre, GPA assure la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des études et travaux de cette opération d'aménagement. Les secteurs adjacents « Beau Sevrans » et « ZAE Bernard Vergnaud » font quant à eux l'objet d'une étude urbaine et programmatique.

1.2 Objectifs de l'opération d'aménagement

Le secteur Mandela Gare, déclencheur de cette nouvelle dynamique et future polarité majeure du nord de Sevrans, doit jouer un rôle de rotule entre les différents projets en cours sur le territoire¹ et ainsi faciliter l'articulation de la stratégie globale. L'objectif est de profiter de la dynamique de repolarisation de la ville pour relier les quartiers de grands ensembles du « Grand Quartier Aulnay-Sevrans » aux futures polarités attractives et multifonctionnelles de Sevrans.

¹ NPNRU « Grand quartier » à Sevrans, projet Sevrans Terre d'Avenir, étude urbaine du quartier de gare, ligne 15 du TCSP, ZAC de la pépinière à Villepinte et étude de requalification du boulevard Ballanger.

Au cœur du futur quartier de gare de Sevrans, la Halle Mandela souffre de dysfonctionnements structurels, fonctionnels et conceptuels lourds et notamment un aménagement obsolète, des problématiques lourdes d'accessibilité et de lisibilité ainsi que des difficultés de gestion certaines. Par ailleurs, le secteur comporte également une monopropriété de 66 logements et trois hôtels privés situés au nord du site, non conventionnés mais principalement dédiés à de l'hébergement d'urgence par le biais de contrats de réservation, qui concentrent des difficultés et constituent un blocage à la reconfiguration globale du secteur. Enfin, le pôle gare qui assure déjà l'interconnexion entre le RER B et la gare routière (réaménagée en 2014 par Richez & Associés sous maîtrise d'ouvrage du Syndicat d'Équipement et d'Aménagement des Pays de France et de l'Aulnoye et de l'EPA Plaine de France), nécessite un réaménagement global avec l'arrivée de la ligne 16 du Grand Paris Express entraînant une augmentation des flux voyageurs et une accentuation de l'intermodalité.

Ainsi, au-delà d'un enjeu fort d'articulation entre les deux périmètres, les objectifs fixés dans le cadre de la prise d'initiative de Grand Paris Aménagement sont les suivants :

- Proposer une offre résidentielle diversifiée afin de renforcer l'attractivité du quartier et la mixité sociale ;
- Créer un socle commercial actif, vecteur d'intensité et de nouveaux usages et permettant de répondre aux besoins des usagers ;
- Concevoir et affirmer l'unité des espaces publics pour créer un lieu apaisé, actif et concourant à créer un sentiment de sécurité et créer le lien avec les quartiers environnant ;
- Déployer une stratégie environnementale exigeante incluant notamment la lutte contre les îlots de chaleur, à travers le développement d'îlots végétalisés et le maintien de surfaces en pleine terre, l'utilisation de matériaux de construction durables et le renforcement des mobilités douces et décarbonées à l'échelle de l'ensemble du quartier et de la ville.

Les objectifs délibérés par suite de la concertation préalable à la création de ZAC sont les suivants :

- Constituer la pièce maîtresse de la création d'une nouvelle centralité autour du pôle gare Sevrans Beaudottes ;
- Proposer une offre résidentielle diversifiée afin de renforcer l'attractivité du quartier et la mixité sociale ;
- Créer un socle commercial actif, vecteur d'intensité et de nouveaux usages et permettant de répondre aux besoins des usagers ;
- Concevoir les espaces publics pour créer un lieu apaisé, actif et concourant à créer un sentiment de sécurité et créer le lien avec les quartiers environnant en anticipant l'éventuelle mutation future du centre commercial Beau Sevrans ;

- Déployer une stratégie environnementale exigeante incluant notamment la lutte contre les îlots de chaleur, à travers le développement d'îlots végétalisés et le maintien de surfaces en pleine terre, l'utilisation de matériaux de construction durables et le renforcement des mobilités douces et décarbonées à l'échelle de l'ensemble du quartier et de la ville.

1.3 Description de l'opération d'aménagement

L'opération d'aménagement est composée de deux secteurs : le secteur Mandela (au nord), dont l'aménagement est financé par l'ANRU et le pôle gare (au sud), dont les grands principes d'aménagement ont été arrêtés dans le cadre du schéma de principe élaboré par le comité de pôle et validé par l'EPT, la Ville, la SGP et IDFM.

Ensemble, ces deux secteurs représentent environ 7 ha d'emprise.

a) Le périmètre de l'opération ANRU

Bordé au nord par le boulevard Ballanger, à l'est par le centre commercial Beau Sevran, au sud-est par la ZAE B. Vergnaud, et à l'ouest par le quartier des Beaudottes, le périmètre de 4,1 hectares comprend :

- La Halle Mandela constituée d'une halle commerciale en interconnexion directe avec la gare du RER B, comprenant 13 cellules commerciales et des équipements publics sur une surface de près de 9 000 m², un immeuble de logement social de 88 logements du bailleur Toit et Joie, ainsi qu'en sous-sol un parking scindé en une partie résidentielle et une partie publique fermée pour des raisons de sécurité ;
- Le parking d'intérêt régional en superstructure comprenant 560 places, initialement utilisé comme parking de rabattement pour la gare de RER B et accueillant aujourd'hui du stationnement de moyenne durée ;
- Un cinéma appartenant à la Ville de Sevran, fermé depuis plusieurs années ;
- Trois hôtels affectés à de l'hébergement d'urgence au nord du site ;
- Une monopropriété de 66 logements, constituant du logement social de fait ;
- Une friche de près de 4 500 m² qui appartient à la Commune de Sevran ;
- Un square municipal de 3 600 m², actuellement fermé au public ;
- Un ensemble de voiries communales



Figure 3 Périmètre prévisionnel de la future ZAC Mandela (environ 7 ha)

b) Le pôle gare de Sevrans Beaudottes

Ce pôle est actuellement constitué de l'actuelle gare de RER B, de l'emprise chantier de la SGP pour la réalisation de la gare du Grand Paris Express et d'un pôle de bus. Il représente une emprise totale d'environ 3 ha.

Programmation du pôle gare

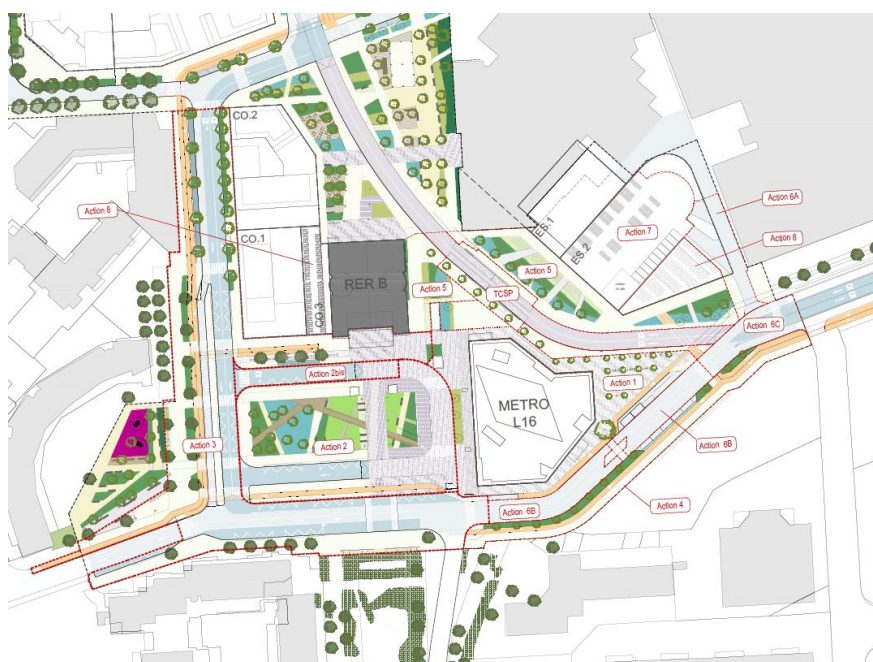


Figure 4 Programme du pôle gare issu du schéma de référence du pôle Sevrans-Beaudottes, août 2024

La programmation du pôle gare est définie dans le schéma de référence validé en novembre 2021 et modifié en comité de pilotage du 29 août 2024. Elle est constituée de douze actions :

- Action 1 : Parvis de la gare du Grand Paris Express (sous maîtrise d'ouvrage SGP)
- Action 2 : Eco-station bus qui accueillera des quais bus et un jardin en coeur d'îlot
- Action 3 : Pôle intermodal qui entraînera le réaménagement de la rue Charles Conrad ;
- Action 4 : Trottoir Sud Allende, qui constitue l'entrée du pôle et de la gare depuis l'est ;
- Action 5 : Parvis Est, espace de connexion entre les deux gares, le centre commercial, l'entrée sud du site et le secteur NPNRU
- Action TCSP : au cœur du parvis, constitution de la plateforme et des quais de la ligne Transports en Communs en Site Propre 15 en projet chez Ile de France Mobilités ;
- Action 6A : Sortie du parking réhabilité ;
- Action 6B : Reprise de l'avenue Allende ;
- Action 7 : Réhabilitation du PIR Est en un parking relai de 200 places, comprenant également des stationnements vélos et une maison du vélo ;
- Action 8 : Stationnement vélo sur l'ensemble du pôle à hauteur de 620 places en consigne et 910 en accès libre dont 310 places en consigne et 455 places en accès libre livrées en même temps que la gare (sous maîtrise d'ouvrage IDFM)
- Action 9 : Informations voyageurs – équipements / mats nécessaires à l'implantation d'informations ;
- Action 10 : Equipements dynamiques – écrans d'information par exemple (MOA IDFM).

Ce marché de réhabilitation permet donc de remplir les objectifs de programmation de l'action 7 du pôle.

1.4 Caractéristiques du site de l'opération et enjeux de la mission

Tranchée couverte RER B

Le site est traversé du Nord au Sud par le tunnel du RER B. Dans le cadre de l'organisation des travaux de démolitions, la charge portante de l'ouvrage RER B doit être prise en compte pour le passage et stationnement des véhicules.

Le PIR Est est situé à plus de 30 mètres du tunnel RER ; ainsi, les travaux de réhabilitation ne seront à priori pas soumis à Mission de Sureté Ferroviaire. Une transmission de la méthode envisagée, ainsi que des engins utilisés, pourra être effectuée volontairement auprès de SNCF Réseau afin de clarifier ce point. Le Titulaire du présent marché pourra également être amené à travailler avec le prestataire en charge de l'élaboration des Dossiers de conception spécifique (DCS) et des notices de sécurité ferroviaire (NSF) relatifs aux travaux à engager, qui sera désigné prochainement par Grand Paris Aménagement, afin d'adapter sa méthode le cas échéant.

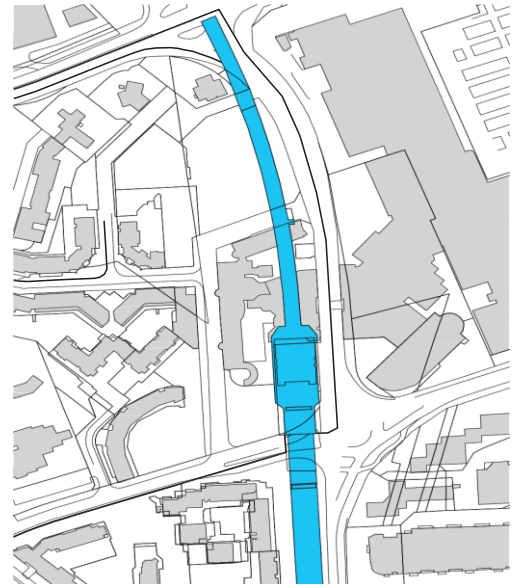


Figure 5 Tranchée couverte RER B

Le Titulaire du présent marché devra veiller à prévoir les réunions avec ce prestataire dans le cadre de sa proposition financière.

- **Enjeu de la mission : maîtrise de la contrainte et coordination**

Un cadre paysager arboré

Le site de la ZAC est traversé par l'avenue Raoul Dautry, bordée par une double allée de platanes adultes. Ces arbres ont vocation à être conservés : la méthodologie de réhabilitation devra intégrer la préservation des arbres situés dans le périmètre du projet.

- **Enjeu : respect et préservation du patrimoine arboré en phase travaux**

Le désamiantage

Le Parking d'intérêt régional a fait l'objet d'un diagnostic amiante, qui en révèle la présence sur certaines chappes de sol. Ce diagnostic sera repris et complété par Grand Paris Aménagement. Le curage, désamiantage et la pdépollution (notamment déplombage le cas échéant) du bâtiment seront réalisés dans le cadre de la démolition partielle.

- **Enjeu de la mission : vérification de la prestation réalisée**

Intervention en site urbain dense

Le quartier Mandela-Gare est un quartier urbain très fréquenté, notamment au niveau de son pôle gare. Le Titulaire devra veiller à prendre en compte les flux dans les méthodologies d'intervention et de travaux afin de les impacter le moins possible.

- Enjeu de la mission : adaptation de la méthodologie d'intervention et de travaux à l'urbanité du secteur

Mitoyenneté au cinéma

Le PIR Est est mitoyen du cinéma communal, lui-même imbriqué en volume avec le centre commercial Beau Sevran. Le devenir du cinéma n'est pas encore arrêté (démolition ou réhabilitation). En tout état de cause, le Titulaire devra adapter sa méthodologie de chantier en considérant le cas le plus défavorable d'une conservation du cinéma. En cas de démolition, une réfection de la façade dévoilée du PIR Est sera intégrée au programme de réhabilitation.

Des méthodologies fines et spécifiques sont attendues pour gérer ces mitoyennetés et limiter les coûts engendrés.

- Enjeu de la mission : gestion des mitoyennetés en démolition

2 PRESENTATION DE L'OPERATION DE DEMOLITION

2.1 Programme des travaux de démolitions de la ZAC

Les études menées dans le cadre de la mission d'appui de l'ANRU ainsi que pour la réalisation du pôle gare ont abouti à un programme prévisionnel de démolition de l'ensemble des bâtiments présents sur le secteur, qui sont très majoritairement en mauvais état. Ainsi, les démolitions prévues sont :

- **Sous maîtrise d'ouvrage de GPA:** la partie commerciale de la Halle Mandela (1), la monopropriété Messouda (2), les trois hôtels sociaux (3), la démolition partielle du parking d'intérêt régional (4) et le cinéma (5) après la clarification des imbrications fonctionnelles et foncières avec le centre commercial et de la nécessité de sa démolition.
- **Sous maîtrise d'ouvrage de Toit et Joie:** les logements locatifs sociaux de la Halle (1) L'ensemble des programmes de démolitions sous maîtrise d'ouvrage de Grand Paris Aménagement font l'objet d'un marché distinct. Grand Paris Aménagement fait appel à un OPCU / OPC-IC qui pourra épauler les prestataires dans la gestion des flux interchantiers et des coactivités.



Figure 6 Plan des démolitions

2.2 Le Parking silo PIR Est

Le PIR Est est un parking silo de 10 demi-plateaux, d'une capacité de 500 places – dont 300 sont ouvertes en exploitation. Aujourd'hui, le PIR est utilisé par 160 abonnés. Le gestionnaire de ce parking est l'EPT Paris Terres d'Envol.

Le PIR présente donc 5 niveaux, chacun d'une surface d'environ 2 320 m².



Figure 7 Localisation du parking silo (en rouge) sur le parvis de la gare Sevrans Beaudottes

Le parking est situé sur le parvis à l'Est de la future gare du Grand Paris Express, sous maîtrise d'ouvrage de la Société du Grand Paris (SGP). Une partie de sa façade constitue actuellement la limite de l'emprise chantier de la gare du grand Paris Express. La démolition de cet ouvrage est donc subordonnée à un travail de coordination fin entre GPA et la SGP pour la mise à disposition d'une emprise chantier et pour gérer la coactivité.

La SGP entame dès 2023 ses travaux de génie civil pour la construction de l'émergence de la gare, qui s'achèveront d'ici fin 2024. Un repli partiel de l'emprise est envisagé courant 2025 pour permettre à GPA de démolir le parking avant réalisation du parvis Est. La mise en service de la gare est prévue pour fin 2026.

Ce parking a fait l'objet d'une étude avant démolition de niveau faisabilité, menée par Ginger Deleo en 2021 (étude en annexe du présent CCTP). Le PIR a fait l'objet à cette occasion d'un premier diagnostic structure et d'un diagnostic amiante avant travaux. De l'amiante a été repérée au niveau de certaines chappes en béton des planchers. Des diagnostics complémentaires sont en cours pour déterminer avec précision la localisation et l'origine de l'amiante repérée dans le cadre de ces premiers diagnostics.

Une nouvelle étude de niveau APS a été menée en février 2023, dans le but de comparer deux hypothèses à savoir la démolition totale et la démolition partielle avec réhabilitation de la partie conservée. A l'issue de celle-ci, le choix de programmation s'est portée sur une démolition partielle et réhabilitation de la moitié conservée pour l'accueil de fonctions du pôle gare.

Le coût de la démolition partielle - réhabilitation est estimé à 3,382 M€ HT (valeurs de mars 2023). Ce coût ne prend pas en compte le traitement architectural qualitatif des façades et des niveaux de stationnement conservés ni le coût d'installation d'ombrières photovoltaïques

et/ou de toitures végétalisées exigibles en vertu de l'article L. 171-4 du CCH, L. 111-19-1 du code de l'urbanisme et l'article 40 de la loi EnR.

Cet APS est joint en Annexe du présent CCTP.

Le prix pris en compte dans le calcul du DQE est de **2,741 M€ HT** afin de comprendre les couts supplémentaires (hors aléas).

La réhabilitation du parking présente en outre une difficulté supplémentaire du fait de la mitoyenneté avec le cinéma : au cas où le cinéma serait conservé, une attention particulière devra être portée à la préservation de l'intégrité du bâtiment notamment lors de la démolition. Les éventuelles mesures conservatoires à prendre pour préserver le cinéma seront le cas échéant à définir dans le cadre du présent marché.

Dans le cas d'une démolition du cinéma attenante, la démolition partielle du PIR sera potentiellement concomitante ; le cas échéant la reprise de la façade mitoyenne du PIR sera à prendre en compte dans le périmètre d'étude par le Titulaire du présent marché, dans le cadre de la réhabilitation.

2.3 Programme prévisionnel

La démolition partielle de l'ouvrage, jusqu'au joint de dilatation médian comme présenté à l'APS en annexe du CCTP – ne fait pas partie du périmètre du présent marché.

Le présent marché concerne uniquement la maîtrise d'œuvre de la réhabilitation du demi-parking restant : mise aux normes et rénovation. Ce marché est un marché de Maîtrise d'œuvre au titre de la loi MOP.

Dans le cadre de ce marché, le Titulaire sera amené à concevoir un projet de réhabilitation cohérent et chiffré, appuyé par un diagnostic complet du bâtiment existant.

Programme fonctionnel

La partie du bâtiment réhabilitée à vocation à accueillir à minima la programmation suivante :

- 200 places de stationnement VP pour du rabattement vers le pôle de Sevrans-Beaudottes + 5 places d'autopartage
- Du stationnement vélo préférentiellement en RDC et sur les demi-niveaux enterrés : le nombre total de stationnement vélo en consigne sur le pôle gare étant de 620, la présence de 420 stationnements (avec inclusion de 5% de places spécifiques) serait de nature à sécuriser la faisabilité.
- Une programmation de la toiture conformément aux obligations réglementaires applicables aux ouvrages de stationnement, et dans une recherche d'usages et de traitement qualitatif : agriculture urbaine, production d'EnR, autres... Plusieurs scénarios comparatifs devront être étudiés dans le cadre de l'élément de mission DIAG, en vue d'arrêter le programme définitif.

- Une programmation de service type « maison des mobilités », (places de stationnements vélos complémentaires, atelier de réparation, etc.), en RDC selon le cahier des charges de Maisons du vélo d'IDFM en Annexe. Une telle programmation représente de l'ordre de 100 m² de SDP.

Programme technique

Le programme technique consiste à mettre en conformité réglementaire le parking réhabilité et à proposer un traitement qualitatif du clos/couvert, et notamment (liste non exhaustive, programme à consolider à l'issue du diagnostic) :

- Reconfiguration des accès et circulations internes en lien avec la démolition partielle
- Accessibilité PMR
- Mise aux normes incendies
- Reprise de l'étanchéité de la toiture terrasse
- Reprise des aménagements intérieurs : peinture, éclairage... pour améliorer les conditions d'accueil et de sécurité
- Traitement qualitatif des façades conservées de l'ouvrage : cette opération s'inscrit dans un contexte de fort enjeu d'évolution de l'image du quartier. La réhabilitation du parking doit contribuer à cette attente, en proposant un traitement architectural qualitatif des façades de l'ouvrage existant pouvant consister à végétaliser les façades, à compléter l'ouvrage avec une façade rapportée, à un traitement qualitatif des bétons, etc.

Le désamiantage et la dépollution seront réalisés dans le cadre de la démolition partielle du parking. Une reprise légère pourra cependant être nécessaire pour la réhabilitation, selon les résultats des diagnostics.

Le programme sera arrêté à l'issue de la phase de diagnostic / faisabilité.

2.4 Calendrier prévisionnel des autorisations

Tiré par les échéances fixées par l'ANRU et par l'objectif de mise en service de la ligne 16 du métro, le calendrier prévisionnel de l'opération d'aménagement est le suivant :

- Etudes préalables : à partir de 2022
- Réalisation des études techniques nécessaires à l'étude d'impact : T2 2022 au T2 2024
- Saisine de l'autorité environnementale : fin 2024
- Création et réalisation de la ZAC par arrêté préfectoral : fin 2025

Il sera attendu par le titulaire l'optimisation des délais de production d'études (faisabilité, PRO/DCE...), afin de pouvoir commencer la réhabilitation du PIR Est dès la fin des travaux de démolition partielle de l'ouvrage (Fin T1 2026 prévisionnel).

3 CONTEXTE DE LA MISSION

3.1 Objet du marché

GRAND PARIS AMENAGEMENT lance la présente consultation pour un marché d'accord cadre ayant pour objet de confier à une entreprise ou à un groupement **la maîtrise d'œuvre des travaux de réhabilitation** du Parking d'intérêt Régional Est à Sevran (93270).

Le TITULAIRE aura ainsi pour mission de réaliser les **études de conception** visant à définir les méthodologies, l'organisation spatiale et temporelle des travaux de réhabilitation, les coûts les plus adaptés et optimisés, de réaliser et suivre l'instruction des dossiers d'autorisation associés, de suivre les opérations de consignation des réseaux et de suivre la réalisation du chantier de réhabilitation de l'ouvrage.

Au cours de sa mission, le Maître d'œuvre sera ainsi amené à réaliser des études comparatives des différentes solutions organisationnelles, spatiales et techniques avec les coûts associés.

La mission intègre donc l'ensemble des études, constitution des dossiers d'autorisations nécessaires, direction des travaux **jusqu'au parfait achèvement**.

Outre les stipulations du Contrat, le Maître d'œuvre a une obligation de résultat et devra accomplir ses missions selon les **règles de l'art** et s'engage à observer, outre les usages professionnels, l'ensemble des règles générales d'urbanisme et de construction telles qu'elles résultent des lois, décrets, arrêtés, circulaires et tous les textes administratifs, nationaux, locaux ou professionnels applicables à la date de réalisation des prestations objets du présent cahier des charges. Il s'engage à observer l'ensemble des textes législatifs, réglementaires, administratifs et professionnels en vigueur qui sont applicables en tenant compte de leurs évolutions qui sont incluses dans sa rémunération et qui sont applicables aux travaux de réhabilitation.

Et d'une manière générale, durant toute la mission, le TITULAIRE a un **devoir de conseil et d'alerte** pour l'ensemble des problématiques.

3.2 Missions susceptibles d'être confiées au titulaire

Les missions du présent marché sont les missions de MOE suivantes :

Missions de bases :

- La phase **d'Avant-Projet** déclinée selon les éléments de mission suivants :
 - Avant-Projet (APS), article R 2431-20 à 22 du code de la commande publique
 - Avant-Projet Définitif (APD) article R 2431-20 à 22 du code de la commande publique
- **La phase PRO et ACT**
 - Projet (PRO), article R 2431-12 du code de la commande publique
 - L'assistance à la passation des contrats de travaux (ACT) article R 2431-13 et 14 du code de la commande publique
- **Le suivi des travaux**
 - VISA, DET article R 2431-15 et 16 du code de la commande publique
 - AOR article R 2431-18 du code de la commande publique

Missions complémentaires :

- **Diagnostic / Faisabilité**
- **La mission OPC (Ordonnancement, Pilotage, Coordination)**
- **La mission SSI (Systèmes de Sécurité Incendie)**

La description exacte des attendus et des limites de prestations pour chacun de ces missions est disponible ci-après.

3.3 Maîtrise d'ouvrage et intervenants

La Maîtrise d'Ouvrage est assurée par Grand Paris Aménagement.

La mission devra prendre en compte des temps d'analyse et d'échanges avec les parties prenantes et les acteurs de l'opération, pendant toute la durée d'exécution du présent marché et notamment :

- Les propriétaires et exploitants avoisinants
- Les collectivités et partenaires du pôle gare (EPT, Ville, SGP et IDFM) pour la validation du programme
- SNCF Réseau au-travers de sa Mission de Sureté Ferroviaire, ainsi que du prestataire (non désigné) en charge de la production des dossiers et notices
- La Société des Grands Projets, dont le chantier est adjacent au parking
- Les services des collectivités territoriales ou de la préfecture pour l'instruction des dossiers administratifs (Permis de construire) et des coordinations chantiers
- La maîtrise d'œuvre urbaine et technique pilotée par GRAND PARIS AMENAGEMENT

- Les autres prestataires d'études pilotés par GRAND PARIS AMENAGEMENT : AMO DD / REC, CSPS, OPC-IC, MOE démolition de la ZAC, AMO réemploi, etc.
- Les concessionnaires
- RTE, le cas échéant
- Les riverains

3.4 Calendrier opérationnel contraint : pôle gare

La démolition partielle du PIR doit intervenir et se terminer suffisamment tôt pour permettre à la SGP et à GPA de réaliser le parvis avant l'ouverture de la gare GPE au public, fin 2026. Cette démolition partielle est également un préalable à la réhabilitation partielle objet du présent marché. Elle est donc envisagée dès l'obtention des autorisations administratives de la ZAC, pour une durée de 4 mois environ. Les travaux de réhabilitation devront dans la mesure du possible s'enchaîner avec la démolition, pour un démarrage aux alentours du T1/T2 2026. Ces travaux auront donc lieu dans le même temps que les travaux du parvis alentour, ce qui nécessitera une coordination interchantier, voire inter-MOA fine.

Le calendrier de mise en œuvre des actions subventionnées doit offrir une réponse opérationnelle sur le court terme. De ce fait les délais de mise en œuvre sont particulièrement contraints.

3.5 Documents mis à disposition du TITULAIRE

GRAND PARIS AMENAGEMENT mettra à la disposition du TITULAIRE l'ensemble des études qu'il a réalisé et les éléments d'études en sa possession et susceptibles d'intéresser la présente mission.

Données de Grand Paris Aménagement

- Plan topographique de la ZAC (DWG)
- Plan des réseaux (DWG)
- Plans du PIR (Pdf)

Etudes réalisées sur le site

- DTA du PIR Est
- Etude structure du PIR
- APS sur le PIR Est réalisé par NR Conseil

Etudes en cours de réalisation par Grand Paris Aménagement et ses prestataires

- Diagnostic avant démolition Amiante et Plomb
- Plan guide d'aménagement / Esquisse / AVP des espaces publics

3.6 Démarche de responsabilité sociétale de GPA

Responsabilité sociétale de GPA

Grand Paris Aménagement est engagé dans une politique « Qualité – Environnement ». Il est aujourd'hui certifié ISO 9001/14001 intégrée et EMAS (Eco Management and Audit Scheme). Outil au service d'une démarche d'amélioration continue, la Direction Générale a souhaité étendre le champ d'application de la norme environnementale aux enjeux sociaux et économiques du fonctionnement de l'entreprise et de ses activités. Grand Paris Aménagement se donne ainsi les moyens de prendre en charge ses responsabilités sociétales de façon globale.

Confirmant son expérience de développeur urbain durable, économe et responsable, Grand Paris Aménagement se fixe les objectifs suivants :

- Satisfaire les parties prenantes de ses opérations et études,
- Répondre aux obligations réglementaires,
- Répondre aux attentes de ses clients,
- Développer des valeurs extra-financières,
- Avoir une vision à moyen et long termes,
- Créer des opportunités de rupture de stratégie et d'innovation.

Stratégie environnementale et sociétale de GPA

Les orientations stratégiques de développement durable de Grand Paris Aménagement sont désormais traduites dans les « socle d'engagements et d'exigences ». Ceux-ci formalisent des principes d'actions ambitieux et explicitent la méthodologie qui contribueront à placer Grand Paris Aménagement parmi les références majeures de l'aménagement durable. Les « socle d'engagements et d'exigences » définissent « ce à quoi GPA s'engage et ce que nous exigeons des opérateurs immobiliers ».

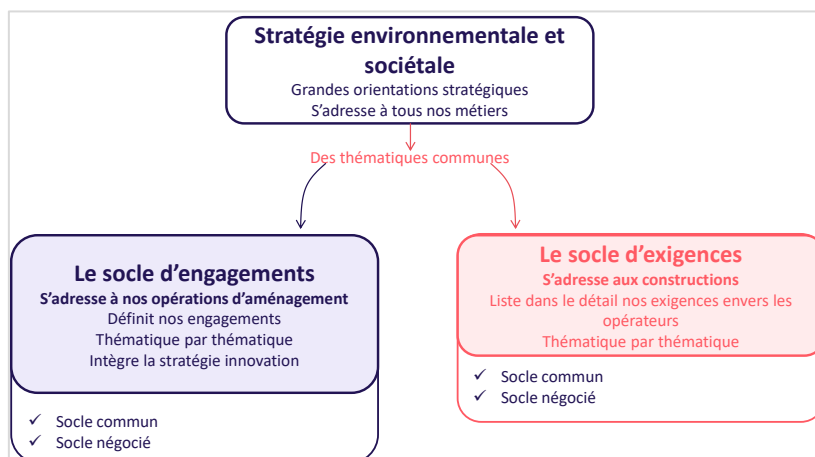


Figure 8 Illustration de la stratégie environnementale de GPA

Cette démarche se décline en cinq chapitres :

- Contribuer à la dynamique et au rayonnement des villes et des territoires ;
- Offrir un cadre de vie attractif, confortable et épanouissant ;
- Intégrer la biodiversité comme une composante urbaine et un commun à renforcer ;
- Faire entrer la fabrique de la ville dans les paradigmes de l'économie circulaire et des circuits-courts ;
- Décarboner en profondeur nos réalisations.

Le **socle d'engagements** fixe la doctrine pour les projets urbains et les espaces publics. Le niveau d'ambition est apprécié au regard des contraintes et potentiels du site. Il s'inscrit dans le sillage des pratiques portées par les labels et certifications reconnus aujourd'hui, et permet, le cas échéant, de se soumettre à un ou plusieurs de ces processus de labellisation/certification.

Le **socle d'exigences** pour la qualité des constructions est applicable à toutes les commercialisations de programmes de logements collectifs neufs, à compter de février 2023. Il n'y a pas encore de socle d'exigences pour les autres typologies de construction.

Il convient de rappeler ici que Grand Paris Aménagement systématise désormais l'évaluation des émissions de GES comme outil de pilotage et d'aide à la décision sur ses opérations, dans ses choix stratégiques d'approvisionnement énergétique, de mobilité, d'immobilier, etc (cf. mission évaluation de l'empreinte carbone). En effet, la prise en compte de l'empreinte carbone est l'un des déterminants de l'évolution du métier d'aménageur pour les années à venir. Viser un facteur de réduction des émissions de GES de 4 à 6, compatible avec la trajectoire de neutralité carbone nationale d'ici 2050, oblige à se doter d'outils de pilotage pour mettre en pratique cette transition bas carbone à l'échelle des projets urbains.

Les prestataires de GPA s'engagent à inscrire leur travail et leur mode d'action dans le cadre de cette stratégie environnementale et sociétale actualisée. Ils la contextualisent au projet urbain au cours du travail de programmation et de conception, notamment lors des ateliers avec les parties prenantes, puis tout au long de l'opération. Le travail en ateliers avec les collectivités, GPA et l'AMO Développement Durable, sert à définir les axes forts d'une opération innovante et exemplaire et les niveaux d'ambition correspondants, socle d'engagements et d'exigences à l'appui. Ce travail se poursuit par des ateliers de travail entre l'AMO DD et le groupement de MOE. Ces ateliers sont coordonnés par GPA et animés par l'AMO DD pour le volet environnemental.

4 ATTENDUS D'ORDRE GENERAL

4.1 Réunions et coordination avec les autres intervenants

Le Maître d'œuvre devra dans le cadre de sa mission participer à toute réunion nécessaire au bon déroulement de l'opération. En complément des réunions hebdomadaires de chantier, le Maître d'œuvre devra prévoir sa participation :

- Aux réunions de référé préventif,
- Aux réunions avec la SNCF, le cas échéant,
- Aux réunions avec les riverains, à la demande de la maîtrise d'ouvrage,
- Aux réunions de travail avec la MOE urbaine et technique du projet urbain, et avec l'OPC-IC,
- Aux réunions de pilotage et de coordination avec les partenaires de Grand Paris Aménagement.

Le TITULAIRE du marché est tenu de se coordonner, sous la direction du maître de l'ouvrage, avec les autres prestataires d'études, avec les opérateurs immobiliers du site et leurs éventuels prestataires, avec tous les gestionnaires / concessionnaires de réseau.

Le calendrier de réalisation des travaux de réhabilitation devra prendre en compte les contraintes d'occupation du site.

Outre les prestations spécifiques à chacune des missions définies ci-après, le TITULAIRE du marché devra, tout au long de sa mission assurer la préparation aux réunions organisées avec le maître d'ouvrage. Il aura notamment pour mission la rédaction des comptes-rendus.

Dans ce contexte, le TITULAIRE du présent marché devra prévoir une mobilisation adaptée pour mener des échanges de travail en étroite collaboration avec l'ensemble des protagonistes liés à l'opération. Cette mobilisation se traduira par des réunions ou des échanges dématérialisés (téléphone, visio, mail.) et sur le site.

Le TITULAIRE prévoit ainsi à chaque étape :

- Les réunions de travail qui lui sont nécessaires pour ses études,
- Sa participation au point d'avancement mis en place par le Maîtrise d'ouvrage de manière bi-mensuelle à minima.
- Une restitution intermédiaire et une restitution finale associant l'ensemble des acteurs. Pour ces restitutions, le TITULAIRE préparera une présentation et animera la réunion.

Pour l'ensemble des réunions, le TITULAIRE assure la traçabilité des décisions et des documents échangés.

4.2 Obligation de suivi des travaux et dépenses

Le Maître d'œuvre devra informer le maître d'ouvrage de l'état d'avancement effectif et prévisionnel de l'opération en considération de chacune des phases d'études et d'exécution. Il devra remplir les documents cadre de GPA en termes de suivi des coûts à chacune des étapes concernées.

Les différents postes de coûts qui doivent donc être identifiés dans les estimations de la MOE, puis dans les coûts des travaux sont les suivants :

- Coûts des travaux de désamiantage et dépollution (optionnels) : Coûts relatifs à une reprise des travaux de curage, désamiantage et dépollution réalisés sous contrôle de la MOE démolition du parking, ainsi qu'aux études afférentes. Il appartient au MOE réhabilitation désigné par le présent marché de justifier de l'utilité de cette enveloppe suite à sa lecture des documents techniques produits (AVP démolition, diagnostics amiante et plomb réalisés...).
- Coûts des travaux de réhabilitation du bâtiment : Sont compris les coûts de génie civil et d'aménagement, les coûts induits par la mise aux normes, par la réfection de la façade, etc.

Le Maître d'œuvre produira notamment en phase de travaux :

- Un document mettant en évidence l'état d'avancement des études d'exécution d'une part, des travaux d'autre part,
- Un document récapitulant toutes les modifications intervenues depuis le début de l'exécution des marchés de travaux, avec leur incidence financière,
- Un document faisant apparaître les éventuelles perspectives de travaux modificatifs en respectant la décomposition suivante : modifications demandées par le Maître d'Ouvrage, modifications souhaitées par le Maître d'œuvre, modifications liées à des évolutions réglementaires, modifications indispensables consécutives à des erreurs ou omissions.
- Le suivi du référent préventif, des matériaux. (Ex : suivi des camions et tonnages), l'identification et l'alerte sur les aléas découverts avec les impacts associés et les solutions proposées,
- Le suivi du respect des dispositions de sécurité et environnementales du chantier (faibles nuisances, sonores notamment).

4.3 Diagnostic structurel

Le prestataire devra prévoir dans sa mission de vérifier la stabilité de l'ouvrage et des mitoyens éventuels à l'avancement des travaux.

Le Maître d'œuvre procède à l'examen de tous les éléments à prendre en compte lors de la phase de travaux et notamment :

- les éléments mitoyens et leurs niveaux de fondations ;

- les structures des planchers délimitant les propriétés voisines ;
- les toitures existantes et les rives de toitures mitoyennes ;
- l'ensemble des canalisations intérieures et notamment celles qui desservent les locaux voisins ou qui en proviennent ;
- les contraintes de chantier qui peuvent résulter d'une propriété voisine ou des voies d'accès ou des trottoirs.

4.4 Economie circulaire et gestion des déchets

Si la mission de réhabilitation produit moins de déchets que la démolition partielle, le plan de réhabilitation proposé pourra entraîner la production de déblais, ou l'élimination de différents types de déchets (béton de structure, DEEE, ferrailles...). Il est donc rappelé ci-dessous les attentes de Grand Paris Aménagement sur la gestion, le suivi et le traitement des déchets issus de ses chantiers et le rôle du MOE dans ce processus.

Dans le cadre de sa mission de maîtrise d'œuvre, le Titulaire devra :

- Limiter la production de déchets et favoriser la valorisation, le réemploi dans une logique d'économie circulaire
- Assurer la traçabilité des déchets conformément au code de l'environnement

Ces missions sont incluses dans les missions de conception et d'exécution des travaux. Toutefois, au regard de leur importance, elles sont ci-après précisées :

➤ Limiter la production de déchets :

Dans une logique d'économie circulaire, le maître d'œuvre devra rechercher en phase conception à **réemployer ou valoriser** les terres / déchets végétaux / autres déchets plutôt qu'à les éliminer en installation de stockage de déchets. Il cherchera à réaliser un équilibre déblais / remblais à l'échelle de la ZAC ou de l'opération.

Pour les terres excavées : si l'équilibre déblais / remblais n'est pas atteignable, une valorisation hors site sera recherchée dès lors que pourront être respectées les prescriptions et préconisations :

- du code de l'environnement ;
- des Guides de valorisation hors site des terres excavées publiés par le BRGM en avril 2020,
- du Guide de caractérisation des terres excavées dans le cadre de leur valorisation hors site dans des projets d'aménagement et en technique routière pour infrastructure linéaire de transport publiés par le BRGM en avril 2020 du guide Acceptabilité environnementale de matériaux alternatifs en technique routière publié par le CEREMA en 2016.

La traçabilité des terres valorisées devra être réalisée sur l'outil internet TERRASS du BRGM qui met en relation des détenteurs de terres excavées avec des utilisateurs et permet d'assurer la traçabilité via des bordereaux de suivi des terres valorisables (BSTV).

Les coordonnées exactes des sites de valorisation proposés, ou les provenances exactes des sites desquels proviennent les terres d'apport, devront être communiqués par l'entreprise de travaux. Les sites de valorisation des terres excavées proposés par l'entreprise devront être validés par le maître d'œuvre avant proposition au maître d'ouvrage, sur la base de documents justifiant de la bonne qualité des terres éliminées ou apportées, et de leur possibilité de valorisation sur les sites receveurs. Ces documents devront être validés par GPA avant valorisation des terres excavées et sédiments.

➤ Assurer la traçabilité des déchets en phase chantier

Durant la réalisation des travaux, si des terres ou déchets doivent être évacués hors site, le maître d'œuvre devra indiquer dans le DCE :

- L'estimation de la quantité de terres / déchets à évacuer ;
- La procédure à respecter. Le maître d'ouvrage validera le site ou la filière d'élimination ou de valorisation proposées par l'entreprise au maître d'œuvre, après vérification par le maître d'œuvre que :
 - Les filières d'élimination ou de valorisation proposées sont autorisées à accepter les terres, bétons/matériaux, et déchets à éliminer au regard de leur arrêté préfectoral d'exploitation ;
 - Le transporteur est agréé pour le transport des déchets à éliminer ;
 - La valorisation proposée respecte les préconisations des guides ci-après listés :
 - Guides de valorisation hors site des terres excavées publiés par le BRGM en avril 2020,
 - Guide de caractérisation des terres excavées dans le cadre de leur valorisation hors site dans des projets d'aménagement et en technique routière pour infrastructure linéaire de transport publiés par le BRGM en avril 2020
 - Guide Acceptabilité environnementale de matériaux alternatifs en technique routière publié par le CEREMA en 2016 ;
 - La validation du maître d'ouvrage doit intervenir AVANT élimination et/ou valorisation des terres/bétons/matériaux/déchets
 - GPA donne une délégation de signature au maître d'œuvre pour les documents préalables à l'élimination des déchets (FID/FIP ou DAP) ainsi que pour les documents de traçabilité des déchets de type BL, BSD et BSTV. Elle ne donne pas de délégation de signature aux entreprises. Un délai de signature de ces documents par l'entreprise pour le maître d'œuvre devra donc être prévu avant la date d'élimination ou de valorisation envisagée ;
 - GPA ne donne pas de délégation de signature au maître d'œuvre pour les documents les documents de traçabilité des déchets de type BSDD et BSDA. Elle ne donne pas de délégation de signature aux entreprises. Un délai de signature de ces documents par l'entreprise pour le maître d'œuvre devra donc être prévu avant la date d'élimination ou de valorisation envisagée ;

- Dans le cas d'une valorisation hors site, les terres doivent être suivies par la production par l'entreprise de travaux, de bordereaux de suivi de terres valorisables (BSTV) issus de la plateforme TERRASS. Le maître d'œuvre s'assurera que les BSTV produits ont bien été complétés et les validera. Il vérifiera que les terres à valoriser sont conformes aux critères de valorisation fixés dans les guides ci-avant cités, que le site d'accueil des terres valorisées et les usages du site d'accueil permettent l'acceptation des terres à valoriser dans le respect des préconisations des guides précités.

Le maître d'œuvre s'assurera que tous les justificatifs des éliminations, valorisations, réemplois et/ou réutilisations soient transmis à Grand Paris Aménagement sous un délai de 7 jours suivant le départ des déchets dangereux et déchets amiantés du site, et sous un délai de 1 mois pour tous les autres déchets, matériaux, matériels, terres et sédiments. Les justificatifs attendus par Grand Paris Aménagement sont :

- Des bordereaux de suivi de déchets électroniques sur Trackdéchets pour le suivi des déchets dangereux, déchets POP, déchets amiantés. Nous vous demandons de vous inscrire au plus vite sur cet outil gratuit disponible à l'adresse suivante : <https://trackdechets.beta.gouv.fr/>;
- Des bordereaux de suivi de terres valorisables (BSTV) créés sur l'outil TERRASS du BRGM (<https://terrass.brgm.fr/application/#/login>) pour toutes les valorisations de terres excavées, dans le but de respecter les obligations fixées par l'arrêté du 31 mai 2021². Ces BSTV devront être établis pour les terres entrantes ou sortantes, y compris pour la valorisation de terres végétales, et quelques soient les volumes apportés ou éliminés du site. Ils doivent être transmis à Grand Paris Aménagement au plus tard une semaine avant le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments ;
- Des bordereaux de dépôt pour les déchets générés par des travaux de construction, de rénovation, de démolition de bâtiments et de jardinage. Ces bordereaux de dépôts devront contenir toutes les informations inscrites dans le décret n° 2020-1817 du 29 décembre 2020³ et l'article D. 541-45-1 du Code de l'environnement et être transmis à GPA sous un délai maximum de 1 mois ;
- Des bons de transport, de livraison, de décharge, ou de pesée pour les autres déchets. Ces bons doivent comporter a minima :

² Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement

³ Décret n° 2020-1817 du 29 décembre 2020 portant sur les informations des devis relatives à l'enlèvement et la gestion des déchets générés par des travaux de construction, de rénovation, de démolition de bâtiments et de jardinage et des bordereaux de dépôt de déchets

- les informations inscrites dans l'article 7 de l'arrêté du 31 mai 2021⁴ pour les terres excavées éliminées ;
- les informations inscrites dans l'article 2 de l'arrêté du 31 mai 2021 pour les autres déchets. Ils doivent être transmis à GPA sous un délai de 1 mois maximum.

Le Maître d'œuvre devra exiger que l'entreprise précise dans son offre :

- Une estimation de la quantité totale de déchets ;
- Les modalités de gestion et d'enlèvement des déchets générés durant le chantier qui sont prévues par l'entreprise de travaux, à savoir :
 - L'effort de tri réalisé sur le chantier et la nature des déchets pour lesquels une collecte séparée est prévue ;
 - Le cas échéant, le broyage des déchets sur le chantier ou autres dispositions techniques dans le cadre de travaux de jardinage.
 - Le ou les points de collecte / installations de stockage de déchets / station de transit, regroupement, valorisation où l'entreprise de travaux prévoit de déposer les déchets issus du chantier, identifiés par leur raison sociale, leur adresse et le type d'installation ;
- Une estimation des coûts associés aux modalités de gestion et d'enlèvement de ces déchets.

Durant l'exécution des travaux, pour assurer la traçabilité des déchets, conformément au code de l'environnement, le maître d'œuvre aura la charge de :

- Vérifier que le transporteur est agréé pour le transport des terres et déchets
- Vérifier que les sites de valorisation proposés respectent les préconisations des guides de valorisation ci-avant cités
- Vérifier que les filières de valorisation (plateformes de tri, valorisation) ou d'éliminations proposées sont autorisées à accepter les terres, matériaux et déchets à éliminer au regard de leur arrêté préfectoral d'exploitation,
- Viser et compléter le cas échéant la Fiche d'identification des Déchets (FID) ou Fiche d'identification préalable de déchets (FIP) ou Déclaration d'Acceptation Péalable de Déchets (DAP) et la signer ;
- Veiller à obtenir le Certificat d'Acceptation préalable (CAP), viser sa conformité avec les travaux réalisés (quantité de déchets, types de déchets, type de conditionnement, installation autorisée à accepter ce type de déchets...) et le signer après vérification de sa conformité ;

⁴ l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments

- Viser la complétude des devis des entreprises dans le cas de commande de travaux de construction, de rénovation, de démolition de bâtiments et de jardinage, dans le respect du décret n° 2020-1817 du 29 décembre 2020 et de l'article D. 541-45-1 du Code de l'environnement ;
- Viser les bordereaux de dépôt, bons de transport, de livraison, de décharge, ou de pesée, et informer par écrit le maître d'ouvrage de la bonne exécution des travaux, ou des écarts constatés, avant facturation de l'entreprise de travaux ;
- Viser et valider les BSTV, BSD et informer par écrit le maître d'ouvrage de la conformité des documents proposés. Le maître d'œuvre formulera lui-même les constats écrits de non-conformité de ces pièces à l'entreprise de travaux le cas échéant ;
- Viser et valider les BSDD et BSDA et informer par écrit le maître d'ouvrage de la conformité des documents proposés avant que ce dernier ne les signe. Le maître d'œuvre formulera lui-même les constats écrits de non-conformité de ces pièces à l'entreprise de travaux le cas échéant ;
- S'assurer d'une pré-saisie sur la plateforme Trackdéchets par l'entreprise, détentrice des déchets, des bordereaux de suivi des déchets dangereux (BSDD) ou des bordereaux de suivi des déchets amiantés (BSDA), et informer par écrit Grand Paris Aménagement, maître d'ouvrage et producteur des déchets, que les BSDD, BSDA sont correctement complétés et prêts pour signature. Pour rappel, GP ne donne pas de délégation de signature au maître d'œuvre et à l'entreprise pour le BSDD et le BSDA.
- S'assurer de l'utilisation du dossier référencé « *DOCPROD_DECHETS_R5_Dossier de suivi Déchets Mensuel* » qui liste et organise l'archivage des documents de traçabilité. Il existe autant de sous-dossiers que de mois durant lesquels les travaux génèrent des déchets. Il doit être alimenté par l'entreprise et vérifié/visé par le Moe.
- **S'assurer que les montants facturés correspondent** aux quantités réellement indiquées dans les bordereaux de dépôt, bons de transport, de livraison, de décharge, ou de pesée, BSD, BSDD ou BSDA, BSTV, et aux montants facturés par les installations de destination. Le maître d'œuvre ne validera la facture correspondante que si tous les justificatifs sont joints et dûment complétés.

➤ Renseigner le registre chronologique des déchets :

Par ailleurs, en application du code de l'environnement, GPA doit déclarer dans un **registre chronologique**, tous les déchets éliminés dès lors que le volume éliminé excède 500 m³. Le registre doit être complété dans un délai d'un mois maximum réduit à 7 jours en cas de déchets dangereux ou POP. Les terres valorisées doivent également être déclarées, que ces terres soient éliminées ou apportées sur les terrains.

Le maître d'œuvre dressera un **tableau dédié aux déchets** de la ZAC, sous le même format que le registre de déchets de GPA, et renseignera les informations pour chaque élimination afin que GPA puisse copier directement ces informations dans le registre global de GPA (mission intégrée dans le suivi technico-financier) pour les déchets non concernés par un enregistrement dans Trackdéchets ou dans le Registre National Déchets Terres et Sédiments.

➤ Synthèse sur la délégation de signature donnée par GPA maître d'ouvrage et producteur des déchets :

Grand Paris Aménagement accorde au maître d'œuvre :

- Une délégation de visa et de signature pour les DAP, CAP, BL et BSD (format papier)
- Une délégation de visa (mais pas de signature) pour les BSDD, BSDA (sur Trackdéchets). La signature des BSDS et BSDA restant à la charge de GPA.
- Une délégation de saisie des quantités de Terres évacuées ou réceptionnées sur le Registre National des Terres et des Sédiments (<https://authentification.din.developpement-durable.gouv.fr/>).
- Une délégation de saisie, de visa et de signature pour les BSTV issus de TERRASS.

4.5 Environnement urbain sensible – respect de la qualité environnementale

Le site est localisé en zone urbaine, autour d'une gare RER B et d'une future gare GPE, et concentre ainsi de nombreux flux. Il s'agit également d'un projet de renouvellement urbain qui incite à développer un projet urbain de qualité exemplaire.

A ce titre, Grand Paris Aménagement visera l'exemplarité notamment en matière de :

- Optimisation de la gestion des matériaux et des déchets
- Réemploi, valorisation des matériaux issus des chantiers
- Chantiers faibles nuisances
- Préservation et valorisation du patrimoine arboré.

Cette opération de réhabilitation devra s'effectuer dans **l'environnement urbain actuel**, en lien avec le programme de l'opération d'ensemble et les ambitions environnementales à un niveau très élevé de **chantier faible nuisance** et de **recyclage des déchets et de réemploi des matériaux** dans le cadre de l'économie circulaire portés par tous les acteurs.

Le Maître d'œuvre établira des prescriptions de travaux, avec des protections périphériques adaptées permettant de ne pas entraver le trafic local quel qu'il soit et de travailler en toute sécurité et de manière autonome.

Il établira des **plans logistiques et de phasage** qui devront être validés par les acteurs en charge de la sécurité et de la coordination des travaux.

Le Maître d'œuvre établira un **projet de communication** avec les riverains, qui prévoira les modalités et les différentes étapes de communication, d'information, de recensement des alertes des riverains. Le Maître d'œuvre organisera et participera ainsi à des réunions régulières d'information des riverains.

Le Maître d'œuvre étudiera et décrira des méthodologies et organisations de chantier s'inscrivant dans un niveau de chantier à très faibles nuisances.

La participation du MOE au volet communication sera rémunérée selon le Prix P23 indiqué au Bordereau des Prix Unitaires.

Ces prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution de la mission, dont la participation du TITULAIRE aux réunions nécessaires à la bonne réalisation de ses prestations.

4.6 Organisation des travaux

Grand Paris Aménagement vise un chantier maîtrisé en qualité, coûts et délais ainsi qu'une efficacité économique dans les marchés et la réalisation de l'opération.

Le Maître d'œuvre proposera des méthodologies détaillées, un ordonnancement qui intègre à minima les phases suivantes :

- Dépose des équipements laissés en place,
- Protection des ouvrages mitoyens (le cas échéant),
- Réhabilitation du bâtiment conservé.

Les phases de curage préalable et de dépollution du bâtiment sont optionnelles, et justifier au regard des documents produits par la MOE démolition.

Le dossier sera ainsi structuré et détaillé tout au long des études à chaque phase de mission de manière à pouvoir isoler dans chaque pièce constitutive du marché de travaux (CCTP – DPGF) les prestations et en assurer la traçabilité des études jusqu'au parfait achèvement des travaux.

L'ensemble des livrables devront être décomposés et détaillés selon cet ordonnancement des tâches.

La planification des travaux sera étudiée et développée selon cette base avec intégration de points d'arrêts permettant en phase opérationnelle de mener des constats contradictoires si nécessaires visant à entériner les phases de travaux réalisées.

5 DESCRIPTION DETAILLEE DES MISSIONS

5.1 Eléments communs à chaque phase

1. Etudes et livrables à actualiser tout au long de la mission

Par suite du Diagnostic, la maîtrise d'œuvre définira la liste de tous les études et livrables qui seront à mettre à jour à chaque phase.

Les éléments suivants devront être intégrés à minima dès le démarrage des études :

- **Analyse de risques ;**
- **Planification détaillée des études** intégrant tous les **dossiers d'autorisation**.
- **Phasage détaillé des travaux** avec l'organisation spatiale et temporelle, avec méthodologies intégrant l'étude des mesures de sécurisation, d'installations de chantier, d'organisation des flux nécessaires au regard de l'environnement urbain, ceci donnera lieu à la mise au point d'un plan de logistique/transport ; d'un plan installation de chantier ; d'un plan de stockage provisoire de sécurité ; d'un plan de sécurité ;
- **Plan de prescriptions environnementales (PPE)** précisant notamment les moyens de suivi de gestion des déchets (notamment SOGED) et objectifs de valorisation, recyclage et de réemploi des matériaux, les moyens pour assurer le suivi et limiter le bruit et les émissions de poussières ; les moyens à mettre en œuvre pour limiter les nuisances dues au trafic routier en lien avec le chantier y compris analyses de faisabilité et prescriptions résultantes pour des solutions alternatives au recours au trafic routier. Le chantier devra être organisé dans des conditions normales à savoir durant les jours ouvrés dans une plage horaire diurne légale.
- Et tout **autre document** utile à la bonne réalisation de ses missions.

2. Participation et assistance tout au long de la mission

En complément, le maître d'œuvre devra également prendre en charge et décliner dans des livrables ad hoc :

- La participation au **référé préventif préalable** au démarrage des travaux le cas échéant,
- L'organisation et suivi des **débranchements concessionnaires/entreprise générale**, puis des branchements,
- **L'interface concessionnaires** pour les besoins du projet de dépollution (s'il y a lieu) et réhabilitation en phase conception,
- L'assistance pour **information des collectivités, des riverains** tant que nécessaire favorisant la bonne compréhension d'un chantier conforme à la réglementation, réalisé dans des principes vertueux en termes de développement durable et de minimisation de la gêne des riverains,
- L'invitation, le support de présentation et la participation aux différentes réunions (réunions de chantier, OPCIC...) qui auront lieu durant la période de validité du contrat de Maîtrise d'œuvre. Le Maître d'œuvre aura la charge de la rédaction des comptes-rendus de toutes les réunions exceptées celles d'OPCIC.

3. Suivi de l'instruction du Permis de construire

Le MOE désigné par ce marché sera en charge de la production du permis de construire, qu'il enverra à Grand Paris Aménagement pour relecture.

Le Maître d'œuvre participera le cas échéant, à la complétude du dossier en cours d'instruction. En cas de dossier incomplet, le Maître d'œuvre sera sollicité autant de fois que nécessaire, jusqu'à validation du dossier par les services instructeurs.

Il assurera le suivi du permis de construire jusqu'à son obtention.

Le permis obtenu sera affiché aux soins et frais de Grand Paris Aménagement sur le site avec les passages d'huissier nécessaires pour purger les délais de recours pendant toute la durée des études, puis maintenu par l'entreprises retenue en phase chantier.

Cette mission sera rémunérée selon le prix P16 indiqué au Bordereau des Prix Unitaires.

4. Consignation des réseaux

Le TITULAIRE fait les demandes nécessaires auprès des concessionnaires pour le compte du pouvoir adjudicateur afin que ce dernier puisse passer commande des travaux des concessionnaires, voire rédige des conventions avec, et s'assurera de leur réalisation dans des conditions et des délais compatibles avec ceux de l'opération.

Il transmet aux entreprises et au pouvoir adjudicateur tous les documents attestant de la réalisation des travaux de dépose de réseaux ou débranchement si besoin, et du déploiement de réseaux / remise en branchement en fin de chantier.

Cette étude doit permettre de :

- Envisager et détailler toutes les conséquences du projet de réhabilitation et le cas échéant d'aménagement sur les réseaux existants. Notamment sur ceux qui ont vocation à être conservés, en particulier s'ils traversent ou forment un relai avec le bâtiment.
- Détailler les dispositions à prendre pour assurer une continuité de service pour chaque réseau concessionnaire si son réseau est affecté par les travaux.
- Anticiper les dispositions à prendre par l'entreprise de réhabilitation pour protéger les réseaux si ceux-ci ne peuvent être coupés ou déviés.
- Informer chaque concessionnaire des travaux alerter des différents problèmes repérés et trouver avec eux les dispositions éventuelles à prendre.
- Les éléments produits par le TITULAIRE pourront être diffusés à chaque concessionnaire de réseaux affecté par les conséquences des travaux et sera joint au Dossier de Consultation des Entreprises.
- Tenir à jour un tableau de suivi des déconnexions de réseaux remis, à la notification des marchés de travaux, au pouvoir adjudicateur et aux entreprises intervenantes.

Le TITULAIRE transmettra :

- Les comptes-rendus détaillés des échanges avec les concessionnaires ;

- Le descriptif détaillé et estimation financière des travaux de dévoiement/déconnexion des réseaux le cas échéant ;
- La demande et suivi de l'établissement des devis pour les concessionnaires concernés ;
- L'établissement d'un cahier des charges techniques particulières (CCTP) pour la consultation d'entreprises générales de travaux (plombier, électricien, etc.) en vue des travaux modificatifs sur les réseaux avant prise de possession des bâtiments par les entreprises travaux.

La mission de maîtrise d'œuvre pour le suivi des travaux de dévoiement et consignations (mise hors exploitation des ouvrages par coupure physique) des alimentations principales de l'ouvrage, ainsi que de remise en fonctionnement des réseaux est assurée par le TITULAIRE.

La consignation des réseaux et le suivi des travaux de dévoiement, consignations et remise en fonctionnement sont compris dans le prix de chaque élément de mission du Bordereau des Prix Unitaires.

Livrables, délais et rémunération

La rémunération de cette mission est réputée incluse dans les éléments de missions de base et complémentaires : diag, phase études ou en phase travaux.

Ces prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution de la mission, dont la participation du TITULAIRE aux réunions nécessaires à la bonne réalisation de ses prestations.

5.2 Diagnostic / faisabilité

a) Préambule

Le Maître d'œuvre constitue un dossier Diagnostic / Faisabilité de la réhabilitation du PIR Est.

Le Maître d'œuvre procèdera à un inventaire complet des études, diagnostics, relevés topographiques, plans historiques, etc. Ces études concernent aussi bien des aspects réglementaires (amiante, plomb...) que des aspects techniques nécessaires à la compréhension du fonctionnement des missions à effectuer.

Afin de mener à bien les études, le Maître d'œuvre sera amené dans le cadre de sa mission à :

- Analyser l'ensemble des documents fournis par la Maîtrise d'Ouvrage (plans, diagnostics divers, analyses diverses, ...),
- Définir de manière argumentée les analyses complémentaires éventuellement nécessaires tout en rédigeant les cahiers des charges et estimations correspondants, assistant le maître d'ouvrage dans la consultation des entreprises et piloter le cas échéant le bureau d'études en charge de l'étude complémentaire qu'il aura demandé,
- Visiter le site, l'objectif étant de définir les contraintes environnementales liées aux avoisinants et existants,
- Définir les caractéristiques de remise en état du terrain après la réhabilitation le cas échéant,

- Définir les contraintes réglementaires, environnementales, et vérifier la faisabilité de l'opération en fonction de celles-ci,
- Réaliser une analyse réglementaire exhaustive pour connaître l'ensemble des textes applicables à l'opération et les obligations qui en découlent.

b) Expertises à conduire en phase DIAG

Prise de connaissance des lieux et synthèse des plans

Le Maître d'œuvre réalisera une analyse visuelle exhaustive de l'ouvrage.

Le Maître d'œuvre prendra connaissance des plans numériques disponibles, les renommera en lien avec leur objet et les organisera le cas échéant au sein d'une GED permettant une identification et un accès facile aux ressources disponibles.

Il s'en appropriera la synthèse notamment pour une bonne définition des travaux intégrant les ouvrages non apparents.

Analyse de l'état sanitaire des ouvrages et prise en compte de l'étude faune-flore

Si l'analyse sanitaire fait apparaître la présence de pollutions ou de parasites, non décelés préalablement et dont l'éradication est nécessaire, ou si la législation rend obligatoire l'élaboration d'un diagnostic particulier (amiante, plomb, xylophages, champignons, etc.), le Maître d'œuvre propose au Maître d'ouvrage de confier, soit à lui-même soit à un professionnel qualifié, l'établissement des investigations complémentaires nécessaires.

Il prend en compte les sujétions pour les travaux liés à la protection des espèces et des arbres selon les études réalisées par le maître d'ouvrage.

Amiante et plomb

Un Diagnostic Technique Amiante a été réalisé sur le parking et est annexé au présent CCTP. La présence d'amiante y est avérée sur certains sondages. Le MOE devra prendre connaissance des rapports et des actions de dépollution mises en œuvre par les entreprises démolition.

Le MOE informe le Maître d'ouvrage de ses suspicions et des besoins complémentaires d'investigation, à la seule fin de produire un DCE travaux exhaustif et un plan de retrait exempt de remarque de la part de l'inspection du travail.

Le MOE décrira le cas échéant des prestations complémentaires. Les prélèvements et les analyses seront à la charge du Maître d'ouvrage, qui pourra les faire réaliser par le bureau d'étude qui aura réalisé le diagnostic initial.

Etat des lieux des réseaux

Le prestataire se conforme aux articles L554-1 à L554-5 et R554-38 du Code de l'Environnement ainsi qu'au décret n°2011-1241 du 05 octobre 2011 et son arrêté d'application du 15 février 2012.

Il procède aux demandes de renseignements de réseaux pour le pouvoir adjudicateur le cas échéant par le biais d'une Déclaration de Travaux ou tout autre moyen à sa disposition.

Le Maître d'œuvre procède à un repérage des réseaux internes à la zone et en limite d'opération, de façon à définir les travaux nécessaires de déconnexion et de dévoiement ou les sujétions de chantier.

Il vérifie si certains réseaux peuvent être conservés ou non en lien étroit avec la maîtrise d'œuvre urbaine et les éventuels bureaux d'études mandatés par Grand Paris Aménagement.

L'Audit réseaux (plan des réseaux en DWG, rapports ITV...) sera transmis au TITULAIRE du marché au démarrage de sa mission. Il reporte sur un plan masse l'implantation des réseaux tels qu'ils ont été identifiés.

Si un repérage des réseaux au droit du domaine public s'impose, le Maître d'œuvre rédige le cahier des charges nécessaire à la consultation d'entreprises compétentes dans la recherche de réseaux.

GPA devra à l'issue du diagnostic disposer d'éléments d'aide à la décision et des documents techniques permettant la consultation d'entreprises afin de réaliser les travaux modificatifs des réseaux qui s'imposent compte-tenu du projet de réhabilitation, et de l'insertion dans un projet d'aménagement d'ensemble.

Diagnostic PEMD

Le diagnostic PEMD de la réhabilitation pourra être mené de manière volontaire.

Le cas échéant, celui-ci devra respecter le Décret 2011-610 du 31 mai 2011 et l'arrêté du 19 décembre 2011, qui qualifie et quantifie les déchets issus de la démolition et propose des filières de réutilisation ou de tri et selon les dispositions qui sont obligatoires depuis l'été 2021 conformément à la loi AGECL. Il sera pour cela accompagné du prestataire en cours de désignation par Grand Paris Aménagement qui travaillera au sein du groupement en charge des démolitions de la ZAC. Cet « AMO réemploi » coordonnera la stratégie de réemploi à l'échelle de la ZAC, et participera donc au diagnostic PEMD du projet de réhabilitation partielle du PIR Est, mais sera aussi en charge du suivi des mesures retenues par GPA à l'issue de l'analyse coûts-avantages produite.

Diagnostic faisabilité de réhabilitation partielle

La phase diagnostic a vocation à arrêter le programme de réhabilitation. Le titulaire devra donc explorer les possibles en fonction du programme technique et fonctionnel esquissé en partie 2.3, notamment s'agissant de la programmation de la toiture (EnR, végétalisation, agriculture, autres), et des optimisations possibles en terme de capacité de stationnement (nombre de vélos / nombre de voitures), etc. La faisabilité pourra s'étendre à l'étude de la construction d'une annexe au P+R, destinée à recevoir des stationnements de vélos sous abris – l'intégration d'une telle annexe aux phases suivantes sera déterminée en fin de phase DIAG.

La MOE attend la présentation de 3 scénarios possibles, assortis de leur estimation financière et de croquis schématiques. Un prix unitaire spécifique permet l'ajout d'un scénario au besoin (Prix P2).

Sur la base de ces explorations, un scénario sera choisi et sera le scénario à poursuivre dans le cadre des études ultérieures.

c) Livrables, délais et rémunération

Le Maître d'œuvre remet un rapport de diagnostic qui intègre les **livrables et diagnostics cités ci-dessus, une synthèse de l'état du bâtiment et le programme prévisionnel de la réhabilitation (scénarii explorés et scénario arbitré), ainsi qu'un descriptif estimatif sommaire et une première approche de phasage de l'opération**

Ce rapport est illustré de plans masse à une échelle comprise entre 1/500 et 1/100 :

- avant travaux (sans pour autant nécessiter de manière systématique un relevé de géomètre), faisant apparaître :
 - Les secteurs où il y aura besoin de confortements le cas échéant,
 - Les hypothèses d'organisation et de planification
- après travaux, faisant apparaître :
 - Les phasages du chantier et leur durée
 - Les principes des confortements, soutènements ou talutages mis en place.

Et plus largement l'ensemble de l'organisation, procédés techniques à mettre en œuvre.

Tous les éléments élaborés en phase diagnostic seront complétés à l'avancement des études et des diagnostics complémentaires.

Cette mission sera rémunérée selon le prix P1 indiqué au Bordereau des Prix Unitaires. Il est entendu ici que seul le prix DIAG rémunère le diagnostic complètement exécuté une première fois ainsi que les allers-retours avec la MOA (2 à 3 reprises légères) pour aboutir au document final ; les mises à jour (prix P3) ne concernent pas l'ajout de document à l'avancement des études et diagnostics complémentaires. Elles se réfèrent uniquement à la modification substantielle d'un élément de diagnostic par suite d'un changement de programme du fait du maître d'ouvrage (conservation d'un bâtiment mitoyen, modification importante du programme fonctionnel...).

Ces prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution de la mission, dont la participation du TITULAIRE aux réunions nécessaires à la bonne réalisation de ses prestations.

Livrables	Délais maximums	Transmission	BPU
Dossier diagnostic incluant tous les éléments détaillés ci-dessus.	Transmission d'une première version (même incomplète) 2 mois à compter de la notification du	Dématérialisée	P1

	bon de commande sur l'ouvrage		
Mise à jour du DIAG	10 jours ouvrés à compter de la notification du bon de commande	Dématérialisée	P2
<i>Le dossier diagnostic sera complété avec tous les éléments de connaissance du site / de l'ouvrage à l'avancement des études. Transmission du rapport final en version papier.</i>			
Rendu du projet de déconnection des réseaux – Mise hors tout	Transmission 2 mois à compter de la notification du marché	Dématérialisée + version papier	A inclure au prix DIAG
Envoi des demandes de débranchement au concessionnaires	3 jours ouvrés à compter de la demande	Dématérialisée	
Reprise des études réseaux (dans le cadre d'une MAJ Diag)	10 jours ouvrés	Dématérialisée + version papier	

Le rapport de diagnostic doit permettre à la Maitrise d'ouvrage d'apprécier la faisabilité du programme de réhabilitation du parking, dans ses composantes techniques, fonctionnelles et financières.

5.3 Missions d'avant-projet

a) Description de la mission

Les études d'Avant-Projet se concluront par le **rendu d'un APS, puis d'un APD**, qui doivent permettre d'arrêter toutes les dispositions des travaux : **organisation, plans, estimation du coût prévisionnel des travaux**.

Phase APS :

Les études d'avant-projet sommaire qui ont pour objet :

- de proposer une ou plusieurs solutions d'ensemble traduisant les éléments majeurs du programme fonctionnel et d'en présenter les dispositions générales techniques envisagées ainsi que de proposer éventuellement des performances techniques à atteindre ;
- d'indiquer des durées prévisionnelles de réalisation ;
- d'établir une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux des différentes solutions étudiées ;
- de proposer éventuellement des études complémentaires d'investigation des existants en fonction des renseignements fournis lors des études de diagnostic.

Le niveau de définition correspond à des plans établis au 1/200e, avec certains détails significatifs au 1/100e.

L'APS fourni en Annexe doit servir de base à la réalisation de l'APS dans le cadre de ce marché subséquent.

Phase APD :

Les études d'avant-projet définitif, fondées sur la solution d'ensemble retenue à l'issue des études d'avant-projet sommaire approuvées par le maître d'ouvrage et qui ont pour objet :

- de vérifier le respect des différentes réglementations, notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité ;
- d'arrêter en plans, coupes et façades les dimensions de l'ouvrage ainsi que son aspect ;
- de définir les matériaux ;
- de justifier les solutions techniques retenues, notamment en ce qui concerne les installations techniques ;
- de permettre au maître d'ouvrage d'arrêter définitivement le programme et certains choix d'équipements en fonction des coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance ;
- d'établir l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposés par corps d'état ;
- de permettre la fixation du forfait de rémunération dans les conditions prévues par le marché public de maîtrise d'oeuvre.

Le niveau de définition correspond à des plans établis au 1/100e, avec certains détails significatifs au 1/50e.

Le Maître d'œuvre aura la charge de :

- Etablir toutes les pièces nécessaires aux démarches administratives, DICT, intégralité du dossier de permis de construire, intégralité du dossier EQRS etc. ;
- Présenter les dispositions générales techniques envisagées ;
- Préciser toutes les modalités d'organisation du chantier ;
- Préciser toutes les modalités de gestion des éléments démolis et des terres (le cas échéant) ;
- Rédiger le dossier détaillé pour RTE, le cas échéant ;
- Etablir des documents nécessaires à la gestion des risques particuliers ;
- Décrire des solutions techniques retenues, pour les différentes étapes du chantier en coordination avec le CSPS ;
- Fournir un planning détaillé prévisionnel des travaux ;
- Réaliser une analyse de risque.

L'estimation des travaux sera établie selon un mode de calcul tenant compte des dimensions de l'ouvrage, des techniques et matériaux envisagés à ce stade, des exigences de chantier faibles nuisances et des dispositions liées à la stratégie d'économie circulaire.

Aussi, le dossier APD devra définir sans ambiguïté et de façon cohérente et faisable la totalité des prestations qui seront incluses dans les marchés de travaux.

Le dossier APS et le dossier APD sont réputés acceptés lorsque l'acceptation est notifiée par le maître d'ouvrage.

En ce qui concerne les solutions techniques retenues, elles devront l'avoir été après que le MOE ait étudié et présenté de façon circonstanciée au Maître d'Ouvrage les différentes solutions possibles avec une comparaison des avantages-inconvénients et coûts de chacune d'elles. Une analyse et des propositions au maître d'ouvrage de pistes d'optimisation des travaux dans un objectif de réduction du coût sont attendues.

Tous les contacts et échanges utiles devront avoir été effectués par le Maître d'œuvre auprès de tous les organismes (RTE, collectivités, concessionnaires...) concernés par les travaux dans le respect du calendrier prévisionnel (cf. Chapitre 2.4).

L'estimation des travaux est établie sans cadre imposé mais elle est répartie suivant les différents lots et fondée sur des avant métrés tenant compte des spécificités des ouvrages et de leurs divers composants.

L'estimation devra être définie par des quantités x prix unitaires et non en ensemble.

Le niveau de détail attendu doit permettre d'identifier les différents coûts et frais. Il identifiera notamment les coûts des matériaux (mise en décharge et valorisés), les frais d'installations de chantiers, les frais de surveillance du chantier, les coûts de conformité environnementales, et les coûts administratifs.

b) Livrables, délais et rémunération

L'ensemble des livrables de l'APS et de l'APD seront définis et validés précisément au démarrage des études selon les dispositions ci-après.

APS :

UN DOSSIER DE PIECES GRAPHIQUES :

- plan de situation (échelle 1/1000e)
- plans de masse (échelle 1/500e) avec indication des accès et intégration au site.
- plan des voies d'accès pompier repéré en altimétrie.
- plans de coupe transversale et longitudinale à l'échelle 1/200e, en nombre suffisant pour la compréhension complète du projet.
- En tant que de besoin, de croquis et schémas explicatifs.
- plans de disposition générale comprenant les plans des façades
- une notice d'organisation du chantier, décrivant le phasage des travaux et la gestion de la co-activité

APD :

UN DOSSIER DE MANAGEMENT DU PROJET

Dans la continuité de la phase précédente, ce dossier contient :

- un calendrier général. Au stade de l'APD, le titulaire d'œuvre mettra à jour le calendrier général études et travaux de l'opération, faisant apparaître notamment :
 - les interfaces critiques : travaux de fouilles archéologiques, réalisation préalable de voirie,
 - les interfaces concessionnaires (CPCU, gaz, électricité, assainissement, eau potable notamment)
 - toute autre opération en interface concernant les chantiers mitoyens,
 - Etc.....
- un calendrier de réalisation des travaux. Au stade de l'APD, le calendrier de réalisation des travaux établi par le maître d'œuvre consiste en un calendrier prévisionnel général faisant apparaître les tranches de travaux. Ce calendrier est complété par des plans de phasage, ainsi que par des plans d'organisation du chantier et de son environnement (base vie, accès personnel, cheminements piétons public et personnel chantier, réception et stockage matériaux et déchets, bacs de rétention, etc. ...).
- Une note d'analyse des risques subsistant sur le projet : risques financiers, risques calendaires, risques techniques, etc...
- Une note de propositions stratégiques permettant d'optimiser le coût et le délai des travaux par tout moyen.

UN DOSSIER TECHNIQUE

Ce dossier contient :

- Une notice d'adéquation du projet APD au programme
- un mémoire technique détaillé constitué pour chaque lot d'un descriptif des ouvrages précisant en particulier :
 - Les principes constructifs utilisés.
 - La nature des différents matériaux.
 - L'énumération, la nature et le périmètre des différentes options qui seront décrites par le titulaire en phase PRO (impérativement et uniquement en plus value),
 - variantes techniques susceptibles d'être ouvertes aux entreprises, ...permettant notamment à la Maîtrise d'Ouvrage et au titulaire de disposer de marges de manœuvre économique lors de l'analyse des offres...
- La liste des prestations concernant les parties pour lesquelles le maître d'œuvre estimerait nécessaire d'avoir recours à un ou des marchés séparés en raison des techniques mise en œuvre.

- Les limites de prestations entre les différentes phases de travaux.
- La liste des lots
- L'estimation définitive du coût prévisionnel travaux répartie selon l'allotissement pressenti, fondée sur des avants-métrés et tenants comptes des spécificités d'ouvrages et de leurs divers composants. L'estimation de chaque lot reprendra les grands postes du mémoire technique et des notices descriptives.

Nota : l'estimation prévisionnelle explicitera la méthode de chiffrage adopté pour établir l'estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux en donnant en particulier les principaux paramètres liés à la qualité des prestations et équipements ayant une influence directe sur les prix. L'estimation prévisionnelle pourra également comporter un chiffrage des solutions variantes.

UN DOSSIER GRAPHIQUE

Ce dossier contient :

Des plans architecturaux :

- Plan de situation
- Plan de masse au 1/500^e
- Plan de masse au 1/200^e avec les aménagements des abords avec niveaux de raccordement des voiries et des réseaux
- Coupes transversales et longitudinales au 1/100^e, façades au 1/100^e
- Plans réduits au 1/200^e des coupes et des façades
- Détails des éléments significatifs et /ou répétitifs au 1/50^e, au 1/20^e suivant besoin

Des plans techniques :

- Plans de principes des fondations, de la structure, des maçonneries et de l'ensemble des ouvrages de gros œuvre au 1/100^e
- Plans de principe avec coupes des façades au 1/100^e
- Plans au 1/100^e et schémas de principe des principaux équipements avec leur pré dimensionnement
- Plans et coupes au 1/50^e d'ouvrages répétitifs.

Cette mission sera rémunérée selon les Prix P4 à P7 indiqués au Bordereau des Prix Unitaires.

Ces prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution de la mission, dont la participation du TITULAIRE aux réunions nécessaires à la bonne réalisation de ses prestations.

Livrables	Délais maximum	Transmission	BPU
Dossier APS	1 mois à compter de la notification du bon de commande	Dématérialisée	P4 et P6
Dossier APD pour validation	1 mois à compter de la validation de l'APS	Dématérialisée + version papier	
Actualisation (APS et APD)	10 jours ouvrés	Dématérialisée + version papier	P5 et P7
Permis de Construire (PC) Document(s) à fournir pour la complétude du PC	Transmission en 5 jours ouvrables à compter de la demande <i>Il pourra être demandé un délai supplémentaire à la MOA selon la difficulté du document à produire</i>	Dématérialisée	P16

5.4 Missions d'étude Projet et assistance à la passation des marchés de travaux

1. Etudes de Projet (PRO)

a) Description de la mission

Dans le respect de l'Avant-Projet et le cas échéant, des prescriptions des autorisations administratives délivrées, le TITULAIRE doit :

- préciser par des plans, coupes et élévations les formes des différents éléments de la construction, la nature et les caractéristiques des matériaux et les conditions de leur mise en oeuvre ;
- déterminer l'implantation, et l'encombrement de tous les éléments de structure et de tous les équipements techniques ;
- préciser les tracés des alimentations et évacuations de tous les fluides et, en fonction de l'éventuel allotissement des marchés publics, coordonner les informations et contraintes nécessaires à l'organisation spatiale des ouvrages ;
- décrire les ouvrages et d'établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet ;
- d'établir un coût prévisionnel des travaux décomposés par corps d'état, sur la base d'un avant métré ;
- permettre au maître d'ouvrage, au regard de cette évaluation, d'arrêter le coût prévisionnel de l'ouvrage et d'estimer les coûts de son exploitation ;
- Réaliser la description des travaux en précisant le phasage des travaux, les méthodologies préconisées, les mesures d'installations et d'organisation de

chantier à chaque étape (intégrant les mesures de protection par rapport à l'environnement), la gestion des déchets (intégrant recyclage...) et leur valorisation, les mesures de contrôles et de protections,

- Finaliser l'ensemble des autorisations y compris auprès de RTE le cas échéant,
- Finaliser l'organisation de chantier, les plans d'installation de chantier par phase, les plannings détaillés, et préciser le délai global de réalisation de l'ouvrage ;
- Finaliser la stratégie d'économie circulaire à mettre en place sur le chantier en lien avec l'AMO réemploi de la ZAC.

Le niveau de définition correspond à des plans généralement établis au 1/50e avec tous les détails significatifs de conception architecturale à des échelles variant de 1/20e à 1/2e.

Il est entendu que le Maître d'œuvre doit s'attacher tout particulièrement à décrire les prestations en faisant référence aux normes homologuées (normes françaises, normes européennes).

En particulier, cette référence aux normes ne se limitera pas à une liste type de textes applicables mais précisera, au cas par cas, les options normatives retenues.

Le coût prévisionnel devra être conforme à l'engagement du coût prévisionnel de l'APD actualisé avec l'indice BT01. Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire correspond à chaque élément de mission et s'appuie simultanément sur le cahier des clauses techniques et particulières et sur les avant métrés, les métrés éventuels et les prédimensionnements. Ce cadre intégrera ainsi tous les postes qui devront être analysés en consultation et suivis ultérieurement et notamment le poste de VSP de la ferraille (à valoriser suivant l'indice Q0603-E3 de l'Île de France). Ce cadre est défini avec des quantités estimatives proposées par le Maître d'œuvre et en cohérence avec le diagnostic PEMD si celui-ci est effectué.

Une cohérence totale est exigée entre le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire et le CCTP rédigé par la MOE. A cet effet, les repérages des articles de ces deux documents utiliseront une logique commune.

Ce cadre servira de Décomposition du Prix Global Forfaitaire (D.P.G.F.) pour la consultation de l'entreprise et pour l'établissement des états d'acompte des travaux. La VSP ferraille apparaîtra dans une ligne spécifique en moins-value dans cette D.P.G.F.

b) Livrables, délais et rémunération

UN DOSSIER DE MANAGEMENT DU PROJET

Dans la continuité de la phase précédente, ce dossier contient :

- le calendrier général mis à jour. Au stade du PRO, le titulaire d'œuvre mettra à jour, en fonction du niveau de détail connu à ce stade de l'opération, le calendrier général des travaux de l'opération, faisant apparaître notamment :
 - o les interfaces critiques : réalisation préalable de voirie,

- les interfaces concessionnaires (gaz, électricité, assainissement, eau potable notamment)
 - toute autre opération en interface concernant les chantiers mitoyens,
 - Etc.
- un calendrier de réalisation des travaux mis à jour et développé. Au stade du PRO, le calendrier de réalisation des travaux établi par le titulaire fait apparaître l'ordonnancement des tâches corps d'état par corps d'état, dans une logique de justification du délai global des travaux. Ce calendrier est illustré par tous les plans de phasage nécessaires à la compréhension et à la vérification de la faisabilité du délai de chantier proposé, ainsi que par une note décrivant les principes d'organisation du chantier.
- Une note d'analyse des risques subsistant sur le projet : risques financiers et techniques (notamment s'agissant du risque de consultation infructueuse), risques sur le calendrier des travaux, etc...
- La notice d'adéquation du projet au programme remise à l'APD mise à jour eu égard aux évolutions du projet apportées en phase PRO

UN DOSSIER DE PRESCRIPTIONS GENERALES COMMUNES A TOUS LES LOTS

Pièces écrites :

- Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Elimination des Déchets de chantier (SOSED)
- En cas de dévolution en marché séparés : Notice définissant les limites de prestations entre les différents lots, présentée sous la forme d'une « matrice triangulaire » d'interfaces.
- Notice d'organisation de chantier précisant les contraintes à imposer aux entrepreneurs en matière de :
 - Processus de demandes d'acompte
 - Processus de déclarations de sous-traitance
 - Processus de visite préalables.
 - Processus et gestion de travaux modificatifs
 - Processus d'études d'exécution, de synthèse, de visa
 - Calendriers des réunions de chantier, des réunions spécifiques thématiques, Convention de compte prorata type.
 - Répartition des responsabilités techniques et financières des dépenses communes de chantier,
- une proposition de Programme des Essais à réaliser lors des opérations préalables à la réception. Ce programme, dont la teneur sera arrêtée par le maître d'ouvrage figurera dans le(s) marché(s) de travaux.
- Une proposition de structuration du Dossier des Ouvrages Exécutés. Ce programme, dont la teneur sera arrêtée par le maître d'ouvrage figurera dans le(s) marché(s) de travaux.

Pièces graphiques :

- Plan de situation ;
- Plan de masse ;
- Plans cotés de toutes les façades et de toutes les toitures à l'échelle 1/50e définissant précisément la composition du clos et couvert et permettant le repérage des éléments qui les composent ;
- Toutes coupes nécessaires à la compréhension du projet ;
- Plans de repérage à l'échelle 1/50e positionnant sans ambiguïté les éléments de construction à la charge des différents corps d'état

UN DOSSIER DE PRESCRIPTIONS SPECIFIQUE A CHAQUE LOT

Pièces écrites :

- Cahier des clauses techniques particulières précisant la nature, les caractéristiques et la localisation des différents éléments de construction et des matériaux à mettre en œuvre ; Remarque importante : Compte tenu des dernières jurisprudences en la matière, il est explicitement spécifié au titulaire que chaque descriptif établi ne pourra pas faire mention de « marque » ou de « modèle de fournisseur particulier », même si il est fait usage de la mention « ou équivalent ». Le titulaire devra donc faire l'exercice de décrire et éventuellement dessiner de manière détaillée les performances esthétiques et techniques attendus pour les matériels souhaités.
- Cadre de décomposition du prix global et forfaitaire et bordereau de prix unitaires (le cas échéant pour les marchés à commandes) structuré selon l'organisation du CCTP et fourni sous Excel. Pour chaque lot, une cohérence totale est exigée entre le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire et le CCTP. A cet effet, les repérages des articles de ces deux documents utiliseront une logique commune

Pièces graphiques :

- GENERALITES :
 - o Schémas et carnets de détails techniques ;
 - o Plans (en plans coupes élévations) nécessaires à la définition des éléments de construction et à l'attribution de ceux ci à chaque corps d'état, aux échelles 1/50e avec, en tant que de besoin, des détails à des échelles variant de 1/20e à 1/2.
 - o Plans à l'échelle 1/50e ou 1/100e définissant avec précision le tracé bifilaire des différents réseaux et leurs raccordements aux réseaux existants.
 - o Plans de principe de positionnement des équipements dans les locaux et les locaux techniques au 1/50e.
- PIECES PROPRES A CERTAINES CORPS D'ETAT
 - o Clos et couvert, façades et menuiseries extérieures, métallerie, couverture, étanchéité : Ces lots doivent faire l'objet de plans généraux et si nécessaire,

de plans de détail spécifiques et de plans de repérage. Tous les détails de conception doivent être définis.

- Electricité courant forts et courant faibles :
 - les schémas généraux et les bilans de puissance
 - les schémas des armoires principales
 - le schémas des principales armoires divisionnaires de distribution et de protection (hors section et calibre, qui font partie de la phase exécution)
 - les tracés unifilaires des principaux chemins de câbles
 - l'implantation des tableaux et appareillages (prises de courant, commandes, têtes de détection incendie) ainsi que les parcours de la distribution principale au 1/50e, soit sur des plans généraux, soit sur des plans spécifiques, suivant la complexité et l'importance de l'ouvrage ...
 - le principe d'équipement des locaux techniques (transformateur, groupe électrogène, onduleur, TGBNT, autocommutateur, etc. ...)
- Voirie et réseaux divers : La prestation de l'étude de projet comprend :
 - le tracé des réseaux extérieurs sur fond de plan de masse comportant l'indication des sections et niveaux principaux et l'indication des regards
 - le repérage des différents types de voirie sur fond de plan de masse
 - les détails d'ouvrages type

UN DOSSIER ECONOMIQUE

- L'estimation prévisionnelle de l'estimation de chacun des lots, fondée sur des avants-métrés mis à jour et tenant compte des spécificités d'ouvrages et de leurs divers composants.

UNE PROPOSITION D'ORGANISATION DU DOSSIER DCE

Le titulaire produira une note dans laquelle il explicite :

- Sa stratégie de gestion contractuelle des marchés de travaux :
 - Types de pièces communiquées (AE, CCAP, CCTC, CCTP, NOC, PGC, Diag, etc...)
 - Hiérarchie contractuelle des pièces qui sera mentionnée au CCAP (ordre de préséance)
 - Statut juridique des pièces (bilatérales contractuellement, opposables l'inverse n'étant pas vrai, indicatives...)
- L'organisation type des dossiers DCE : A titre indicatif :
 - pour les pièces contractuelles bilatérales :
 - AE&annexes
 - CCAP&annexes

- NOC&annexes ou PGC&annexes (ou inversement)
- CCTC&annexes
- CCTP&annexes
- Plans et coupes Architectes
- Plans et coupes techniques
- Bordereau de Prix Unitaire (en cas de marchés à commandes ou mixtes)
- Etc...
- pour les pièces opposables au titulaire, l'inverse n'étant pas vrai :
 - Mémoire méthodologique
- pour les pièces indicatives
 - Diagnostics.
 - Relevés de géomètres

Le TITULAIRE produira une note d'accompagnement explicitant les choix retenus et les écarts par rapport aux études d'AVP.

Cette mission sera rémunérée selon les Prix P8 et P9 indiqués au Bordereau des Prix Unitaires.

Ces prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution de la mission, dont la participation du TITULAIRE aux réunions nécessaires à la bonne réalisation de ses prestations.

Livrables	Délais maximums	Transmission	BPU
Dossier PRO + note d'accompagnement	1 mois à compter de la notification du bon de commande	Dématérialisée + version papier	P8
Etudes modifiées (PRO)	5 jours ouvrés en cas de modifications légères	Dématérialisée + version papier	P9

2. Assistance à la passation des contrats de travaux (ACT)

a) Etablissement du dossier de consultation

Le Maître d'œuvre aura la charge de préparer la consultation des entreprises (constitution du Dossier de Consultation des Entreprises - DCE) de manière telle que celles-ci puissent présenter leurs offres en toute connaissance de cause, sur la base d'un dossier constitué des pièces administratives et techniques que sont le CCTP, le CCAP et le règlement de la consultation.

Les pièces techniques seront le dossier PRO mises à jour avec les remarques de la maîtrise d'ouvrage.

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) doit comporter toutes les pièces utiles à l'élaboration des offres des entreprises, c'est à dire notamment :

- Le dossier d'études de PRO
 - o amendé pour tenir compte des réserves formulées en annexe à la décision de réception des prestations correspondantes, et des observations des prestataires intellectuels du projet.
 - o purgé des documents ne concernant pas les entreprises (note d'analyse des risques par exemple)
 - o complété par le recueil des données caractéristiques du site de construction notamment :
 - relevé topographique,
 - études géotechniques,
 - plans indicatifs de positionnement de réseaux et ouvrages existants
 - diagnostics de matériaux dangereux
 - etc...
- L'établissement des documents suivants :
 - o Recueil, auprès des prestataires intellectuels concernés (notamment BCT, SPS, et le cas échéant SSI, OPC, Synthèse) des documents qui leur sont propres en vu de leur insertion dans le DCE y compris leur relecture fine pour mise en cohérence technique de l'ensemble du DCE.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que la mission DCE comprend en grande partie un travail de COMPILATION et d'HARMONISATION de l'ensemble des documents à fournir aux entreprises. Le titulaire s'attachera à vérifier soigneusement, dans chaque document, que les clauses qui y sont insérées se justifient bien dans le document examiné en fonction de l'organisation du DCE validé en phase PRO par le Maître d'Ouvrage. Il devra à ce titre éviter :

- Les redondances contradictoires entre pièces (notamment entre la Notice d'Organisation de Chantier et le Plan Général de Coordination).
- Les clauses de type administratives dans les pièces techniques
- Les clauses décrivant la fourniture de matériels utilisant la mention « ou équivalent »
- Etc

Les documents de consultation devront intégrer de façon précise les objectifs de développement durable retenus dans le projet.

La valorisation des ferrailles au sens VSP ci-dessus et la valorisation des déchets devront être privilégiées, lors de la sélection de l'entreprise qui sera chargée des travaux de réhabilitation, l'entreprise s'engageant sur une offre de valorisation des ferrailles conforme au processus décrit ci-dessus.

Le maître d'ouvrage élaborera :

- L'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation, sur la base d'éléments fournis par le Maître d'œuvre,

- Le cadre d'acte d'engagement permettant l'indication du prix global forfaitaire et de tous les prix d'options ou variantes exigées de l'entrepreneur,
- Le cahier des clauses administratives particulières adapté au cas particulier de l'opération, c'est à dire à la nature du maître d'ouvrage, au mode de dévolution des travaux,

La Maîtrise d'œuvre travaillera avec l'AMO afin de fournir tous les éléments qui doivent être intégrés dans le CCAP sur l'intégration de la valorisation / du réemploi des déchets de chantiers, dans un lot dédié le cas échéant, et assurera la relecture de ces documents.

Les pièces dont l'élaboration n'incombe pas au MOE et qui seront incluses dans le DCE, sont :

- le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé. Le Maître d'œuvre fournira toutes informations utiles à l'élaboration de ces pièces, et s'assurera de leur cohérence avec le reste du DCE.
- Rapport Initial de Contrôle Technique.

Pendant toute la procédure de consultation, aucun contact ne devra avoir lieu entre le Maître d'œuvre et les entreprises candidates.

Les questions posées par les entreprises le seront exclusivement par écrit au Maître d'Ouvrage, qui leur diffusera en retour les réponses préparées par le Maître d'œuvre.

b) Analyse des offres

Le Maître d'œuvre procédera à l'analyse complète des offres, sur la base des dossiers reçus dans le cadre de la procédure définie conjointement avec le Maître d'Ouvrage en se conformant à ses règles d'achats en vigueur.

Cette analyse portera en premier lieu sur leur recevabilité formelle au regard des termes du règlement de la consultation.

Un tableau de comparaison sera réalisé dans la semaine suivant la réception des offres entre les DPGF des entreprises et l'estimation de la MOE mettent en évidence les écarts importants sur les quantités et les prix unitaires.

Il sera également procédé à l'analyse de fond des mémoires techniques afin de déterminer quelle est ou quelles sont les offres les plus intéressantes conformément aux critères fixés par le règlement de la consultation.

L'analyse devra prendre en compte les options et variantes exigées des candidats ou proposées à leur initiative si admise, et le rapport sera constitué comme un véritable outil d'aide à la décision pour le Maître d'Ouvrage, qui devra non seulement attribuer un ou des marchés, mais aussi procéder à ce stade au choix des options et variantes.

Le Maître d'œuvre devra établir un rapport d'analyse comparative proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères de jugement des offres précisés dans le règlement de la consultation.

En cas de négociations, le Maître d'œuvre assistera le Maître d'Ouvrage, dans le respect de l'égalité de traitement des candidats. Le Maître d'œuvre rédigera les compte-rendu de négociation qui seront transmis au Maître d'Ouvrage pour validation et validation par les candidats.

Par ailleurs, dans le cas où le retour des offres serait infructueux et / ou dont le coût de l'entreprise la mieux disante serait supérieur de plus de 10% à l'estimation du MOE, le maître d'ouvrage pourra demander au titulaire de reprendre ces études afin de repréciser les caractéristiques de la réhabilitation. Il devra alors reprendre les éléments de missions PRO/DCE/ACT.

c) Livrables, délais et rémunération

Les livrables attendus pour cette mission sont :

- DCE des entreprises de travaux de désamiantage, curage et déconstruction, et des entreprises impliquées dans la réhabilitation
- Le rapport d'analyse des offres (modèle GPA)
- Le cas échéant, une note d'optimisation des offres
- Compte-rendu de négociation

En cas de procédure adaptée, le maître d'œuvre devra également :

- analyse des offres initiales des entreprises
- rédaction des courriers de négociation (négociation par écrit) ou des courriers de convocation aux négociations (négociations en réunion).
- les comptes-rendus de négociation lorsque les négociations ont été effectuée sous la forme de réunion.
- L'analyse des offres négociées

Cette mission sera rémunérée selon les P10 et P11 indiqués au Bordereau des Prix Unitaires.

Ces prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution de la mission, dont la participation du TITULAIRE aux réunions nécessaires à la bonne réalisation de ses prestations.

Livrables	Délais maximums	Transmission	BPU
DCE des travaux de désamiantage, curage et démolitions intégrant la démarche d'économie circulaire si besoin	10 jours ouvrés à compter de la notification du bon de commande	Dématérialisée	P10
DCE des travaux de réhabilitation			
Remise du rapport d'analyse des offres, note d'optimisation des offres	10 jours ouvrés à réception des plis	Dématérialisée	

Reprise DCE	Cf. délais pour reprise du PRO 2 jours ouvrés	Dématérialisée version papier	+	P11
DCE entreprise générale pour les travaux de consignation des réseaux	Transmission 2 mois à compter de la notification du marché	Dématérialisée		A inclure aux prix DCE
Remise du rapport d'analyse des offres, note d'optimisation des offres	5 jours ouvrés à réception des plis	Dématérialisée		

5.5 Missions en phase Travaux

a) Rappel des travaux objet de la mission

Le suivi des missions spécifiées en partie 3 est réputé inclus dans la rémunération de chaque élément de mission (EXE, DET, OPC, AOR).

Ce prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution de la mission, dont la participation du TITULAIRE aux réunions nécessaires à la bonne réalisation de ses prestations.

b) Cas particulier des travaux de consignation des réseaux

Concernant le suivi des travaux de consignation des réseaux, le TITULAIRE est chargé des missions suivantes :

- Prise de contact avec l'ensemble des concessionnaires concernés ;
- Etablissement d'un tableau indiquant les plannings prévisionnels des travaux sur l'ensemble des réseaux pour la mise hors tout avant démolition/réhabilitation ;
- Etablissement des demandes de débranchement auprès des concessionnaires concernés – puis remise en réseau ;
- Analyse des devis des concessionnaires et transmission d'un avis à GPA
- Demandes et relances auprès des concessionnaires ;
- Présence aux rendez-vous fixés avec les concessionnaires ;
- Mise à jour d'un document (tableau) et d'un plan masse pour information au Maître d'Ouvrage de l'état des débranchements / remise en réseau pour chaque concessionnaire.
- Recueil de l'ensemble des attestations de débranchement fournit par les concessionnaires. Les originaux seront renvoyés à GPA, le maître d'œuvre conservera une copie dans son dossier pour transmission à l'entreprise retenue pour les travaux.

La transmission des demandes de débranchement sera réalisée par le TITULAIRE après validation de GPA. GPA rédigera un pouvoir au TITULAIRE pour la rédaction et la transmission des dossiers de demande.

Les commandes relatives aux devis de débranchement seront prises en charge par GPA.

Au titre de cet élément de mission, le TITULAIRE sera responsable de l'évaluation en phase amont du planning de débranchement/rebranchement pour l'ensemble des besoins recensés. A ce titre, tout retard pris sur une opération pourra entraîner l'application de pénalités sur le marché du TITULAIRE comme décrit au CCAP du présent marché.

1. Elément de mission « visas des études d'exécution » (VISA)

a) Consistance de la mission

Le Maître d'œuvre s'assure que les documents produits par les entreprises lors de la réalisation des études d'exécution par celles-ci, respectent les dispositions du projet et dans ce cas, leur **délivre un visa**.

Le Maître d'œuvre dans le cadre du chantier exécutera notamment :

- Le visa des études et /ou plans d'exécution faits par l'entreprise,
- La validation des plans de retrait des matériaux ou/et matériels à risques particuliers (amiante, plomb, bois, etc..) fourni par l'entreprise le cas échéant (si nouvelles opérations décidées en phase AVP),
- La validation des éléments nécessaires à la préparation de chantier (plan d'installation, planning, ...),
- La validation du Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets,
- Le suivi des débranchements des réseaux (eau, gaz, électricité...) récolement des attestations de coupures, et remise en réseau le cas échéant,
- La participation au(x) référé(s) préventif(s), ou constats d'huissiers,
- La vérification des filières d'élimination des déchets par la production des certificats d'acceptation préalables et conformément au SOGED ; et suivi de production et vérification des BSD et BSDA (au besoin).

b) Livrables, délais et rémunération

Livrables	Délais maximums	Transmission	BPU
Visas de documents techniques établis par les entreprises (études d'exécution, plan de retrait...)	5 jours ouvrés à compter de la réception des documents	Dématérialisée	P12
Visa des CAP, BSD et BSDA.	5 jours ouvrés à compter de la	Dématérialisée à privilégier	

	réception des documents		
--	-------------------------	--	--

2. Éléments de mission « direction de l'exécution des travaux » DET

a) Consistance de la mission

Le Maître d'œuvre exécute en premier lieu cet élément de mission conformément aux dispositions réglementaires, issues des textes relatifs à la loi MOP et du code du travail, et dans les règles de l'art. Il exécute également durant cette phase la mission complémentaire SSI, phase exécution.

La direction de l'exécution des travaux incombe au Maître d'œuvre, responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et interlocuteur des entrepreneurs.

Il est tenu de faire respecter par les entreprises l'ensemble des stipulations des marchés de travaux, ce qui implique notamment une présence sur le chantier aux moments clés de réalisation des travaux, et ne peut y apporter seul aucune modification.

Le Maître d'œuvre devra notamment :

- S'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées ;
- S'assurer que les documents à produire par le ou les entrepreneurs, en application du ou des contrats de travaux, sont conformes aux dits contrats et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction normalement décelable par un homme de l'art,
- Délivrer tous ordres de service après l'accord de Grand Paris Aménagement et établir tous procès-verbaux nécessaires à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier ;
- Informer systématiquement le Maître de l'Ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables ;
- Vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentés par le ou les Entrepreneurs, établir les états d'acomptes, vérifier le projet de décompte final établi par l'Entrepreneur, établir le décompte général ;
- Donner un avis au Maître de l'Ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par l'Entrepreneur en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général,
- Assister le Maître de l'Ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires de réclamation de ou des Entreprises ;
- Vérifier de la conformité de l'évacuation des déchets issus du chantier et suivre la production des bordereaux de suivi de déchets (BSD) dans le cadre d'un tableau annexé au compte rendu hebdomadaire et s'assurer de la constitution par le ou les Entreprises d'un registre de suivi des déchets ;

PILOTAGE DU CHANTIER

Réunions de chantier et présence sur le chantier :

- Le Maître d'œuvre proposera un calendrier de réunions de chantier dont la fréquence sera d'au moins une fois par semaine, et préparera les invitations, leurs transmissions puis diffusera l'ordre du jour 24h avant la tenue de la réunion.
- L'interruption ou le changement de périodicité feront l'objet d'une proposition motivée au maître d'ouvrage qui devra donner son accord écrit.
- Le Maître d'Ouvrage exige une présence systématique du Maître d'œuvre représenté par une personne habilitée à l'engager pour l'ensemble de ses composantes.
- L'unicité d'action et de décision devra être assurée par le Maître d'œuvre à l'égard de tous les intervenants.
- Le maître d'œuvre élaborera et diffusera le compte-rendu des réunions de chantier dans un délai de 48h après les réunions.
- La structure de ces comptes rendus est imposée par le Maître d'Ouvrage.
- Le MOE assure l'invitation, le support de présentation et la participation aux différentes réunions de chantier qui auront lieu durant la période de validité du contrat de Maîtrise d'œuvre. **Le Maître d'œuvre aura la charge de la rédaction des comptes-rendus de toutes les réunions.**

Il est demandé en phase d'exécution (hors période de préparation du chantier) **a minima une réunion de chantier hebdomadaire ainsi qu'une contre-visite hebdomadaire.**

Un reporting à minima mensuel sera également établi à l'attention de GPA, retraçant les avancées du chantier, les faits marquants, un suivi technique, économique et calendaire des travaux, le suivi des réclamations propres à chaque entreprise, un reportage photo.

Lors de chacune de ces réunions de chantier, il est demandé à la MOE de prévoir un **temps d'échange obligatoire avec l'entreprise et GPA sur le sujet de la gestion des déchets** pour mettre à jours les outils de suivis (registre des déchets, tableau de suivi, BSDA...).

La MOE urbaine et technique pourra être conviée aux réunions de chantiers hebdomadaires organisée par la MOE réhabilitation PIR pour lui permettre de formuler d'éventuelles recommandations.

PRESTATIONS ADMINISTRATIVES

La direction de l'exécution du ou des contrats de travaux comporte également l'exécution de toutes les tâches techniques et administratives mises à la charge du maître d'œuvre par le CCAG applicables aux marchés publics de travaux , notamment :

- L'établissement du procès verbal de piquetage.
- L'établissement et la gestion des fiches de modifications comportant notamment le coût des travaux évalué soit à partir d'un devis de l'entreprise, soit à défaut par une estimation établie par le maître d'œuvre et l'analyse des conséquences sur le planning.
- L'avis sur le contenu des actes spéciaux de déclaration des sous traitants proposés par les entrepreneurs à l'agrément du maître d'ouvrage.
- La signature et transmission des ordres de services et la tenue à jour d'un registre des ordres de service. Plus précisément, le titulaire sera chargé de communiquer au Maître

d'Ouvrage les copies des ordres de service qu'il émet et de l'ensemble des documents qui leur sont rattachés (courriers d'accompagnement, Accusé de Réception d'entreprises, courriers de réserves d'entreprises, etc...). Il établira également mensuellement un tableau récapitulatif tous les OS rédigés depuis le démarrage du chantier avec toutes les informations indispensables à leur gestion :

- Numéro
- Nature
- lot concerné
- date d'émission par le MOE
- date de réception par le lot destinataire,
- date de réception par la MOE de l'OS signé de l'entreprise,
- présence de réserves formulées dans l'OS,
- l'avis du titulaire sur les réserves éventuellement formulées par les entrepreneurs suite à un ordre de service, notamment celui notifiant le décompte général.

Il est rappelé au titulaire que le Maître d'Ouvrage établira les ordres de service :

- prescrivant aux entrepreneurs de démarrer les travaux ou de les interrompre,
- accordant des prolongations de délai pour l'exécution des travaux,
- notifiant, les états supplémentaires de prix forfaitaires ou les bordereaux de prix unitaires, lesquels arrêtent avec l'entrepreneur les prix nouveaux définitifs »

Tous les autres ordres de service seront établis par le titulaire conformément au CCAG-Travaux (selon un cadre éventuellement fourni par le Maître d'Ouvrage ou non), qu'il s'agisse d'OS rendus nécessaires par :

- Des modifications de projet découlant de modification de programme ou non...,
- De décisions de poursuivre établies par le Maître d'Ouvrage,
- Des convocations à des constats contradictoires, conformément à l'article 12 du CCAG-Tx,
- Des notifications de prix provisoires, conformément à l'article 14 du CCAG-Tx, — Etc... il est rappelé que la délivrance des ordres de services relatifs à la modification du projet ayant un impact significatif sur la qualité, les délais, les coûts ou encore les risques de l'opération est subordonnée à une décision préalable du Maître d'ouvrage. Le titulaire est également chargé de transmettre, pour information, tous les ordres de service émis aux entrepreneurs à tous les prestataires intellectuels de l'opération (SPS, BCT, SSI, etc...). Les ordres de services faisant suite à une décision du Maître d'ouvrage doivent être notifiés à l'entrepreneur dans le délai de cinq (5) jours à compter de sa réception par le maître d'œuvre.

- L'organisation des constatations contradictoires et l'établissement des constats correspondants.
- L'instruction des éventuels mémoires en réclamation émis par les entrepreneurs en cours de chantier et jusqu'à la signature, sans réserve, de leur décompte général et définitif.

- La préparation des états supplémentaires de prix forfaitaires, des avenants, décisions de poursuivre, marchés complémentaires, contrats de transaction, etc... éventuellement rendus nécessaire à la poursuite des travaux.

A cet effet, le titulaire :

- o Tient à jour une liste des OS envoyés à chaque entreprise, des devis et réclamations reçues
- o Formalise, en partie après récupération des informations auprès des entreprises, l'ensemble des précisions permettant à la Maîtrise d'Ouvrage d'apprécier rigoureusement la validité de principe puis la validité économique d'un devis :
 - Coefficients propres à chaque entreprise (Frais Généraux, Marge, etc...)
 - Sous-détails de prix pour les prix nouveaux (non mentionnés à la DPGF ou au Bordereau de Prix Unitaire du Marché)
 - Descriptif explicatif détaillé de l'origine, de l'historique, de la genèse du devis.
 - Rattachement, ou non, à un OS du titulaire.
 - Rattachement, ou non, à une fiche de modification de projet validée par le Maître d'Ouvrage.
- o Initie, après présentation au Maître d'Ouvrage et détermination d'une stratégie de négociation, les contacts avec l'entreprise en vue de conclure la modification de contrat.

Remarque : Le Titulaire établira ces documents au fur et à mesure de l'arrivée des devis et aussi rapidement que possible pour garantir le bon paiement des sommes dues aux entreprises et ne pas entraver le déroulement du chantier, sachant qu'il est réputé avoir connaissance des délais administratifs nécessaires à la passation des avenants. A défaut, demande lui en sera faite par le conducteur d'opération par voie donnant date certaine.

- La vérification des projets de décomptes mensuels établis par les entrepreneurs. A cet effet, le titulaire :
 - o Détermine les montants des acomptes mensuels à leur régler (sous-traitants compris)
 - o Transmet ces documents au maître d'ouvrage en vue du paiement des états d'acomptes correspondants. Ces états d'acomptes sont établis dans le respect des modèles élaborés à cet effet par le maître d'ouvrage le cas échéant
 - o Notifie aux entrepreneurs les modifications apportées aux projets de décomptes Tout ou partie de ce processus sera réalisé à l'aide d'un dispositif donnant date certaine.

Le délai accordé au titulaire est fixé dans le CCAP, à défaut il est de 2 semaines. Idéalement, le titulaire s'organisera de manière unique avec les entreprises du chantier pour récupérer leurs projets de décomptes mensuels à date fixe (au cours de la 3ème semaine d'un mois donné).

Le titulaire vérifie alors ces projets de décomptes, avec la collaboration de l'OPC le cas échéant, et remet les projets de décomptes vérifiés dans les conditions

qui précèdent à l'occasion de la réunion reporting prévue en début de mois, à défaut dans les locaux du Maître d'Ouvrage la 1ère semaine du mois suivant).

Remarque : La suspension du délai de paiement prévu au code des Marchés Publics est du ressort du seul Maître de l'Ouvrage.

Il appartient donc au titulaire de transmettre au maître d'ouvrage, dès que possible, et en tout état de cause avant l'expiration du délai qui lui est imparti, le projet de décompte accompagné des observations éventuelles justifiant une suspension de délai.

- L'assistance au maître d'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux.
- La vérification des projets de décomptes finaux établis par les entrepreneurs et l'établissement des décomptes généraux, conformément au CCAG-Travaux. A cet effet, le titulaire :
 - Instruit les éventuels mémoires en réclamation qui y sont intégrés,
 - Etablit les décomptes généraux dans les conditions définies au CCAG-Travaux.

Remarques : Tout ou partie de ce processus sera réalisé à l'aide d'un dispositif donnant date certaine. Le délai accordé au Maître d'œuvre est fixé dans le CCAP, à défaut il est de 4 semaines.

PRESTATIONS DE SUPERVISION TECHNIQUE DU CHANTIER

La direction de l'exécution du ou des contrats de travaux comporte :

- La vérification de la conformité des ouvrages en cours de réalisation, avec les études d'exécution.
- La vérification de la conformité de l'exécution des travaux aux prescriptions des pièces contractuelles des marchés de travaux, ce qui implique notamment, une présence sur le chantier aux moments clé de réalisation des travaux.
- L'exécution de toutes les tâches nécessaires pour justifier du respect des principes de développement durable : contrôles, réunions spécifiques, participation aux audits, établissement de PV spécifiques,
- Le contrôle de l'application conforme, par les entreprises, du Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Elimination des Déchets de chantier.
 - Sur ce sujet, l'attention du titulaire est attirée sur le fait qu'il doit s'assurer auprès des entreprises, transporteurs, centres d'élimination, etc..., que le Maître d'Ouvrage récupère bien l'ensemble des bordereaux de suivi de déchets et notamment ceux comportant des matériaux dangereux (BSDD2).
 - Pour cela, il vérifie auprès des entreprises en charge de l'élimination des déchets, et ceci tout au long du processus d'élimination :
 - de la nature des déchets susceptibles de faire l'objet de BSDD,
 - de l'émission des BSDD conformément à la réglementation, → de la signature, par le Maître d'Ouvrage, des BSDD,

- de l'identité et des coordonnées des transporteurs sollicités
- de l'identité et des coordonnées des centres d'élimination sollicités
- de la localisation des déchets.
- de la récupération, par le Maître d'Ouvrage, des exemplaires de BSDD qui lui reviennent en fin de traitement.

En cas de défaillance en la matière, la responsabilité du titulaire pourra être recherchée.

- L'organisation et le suivi du programme des essais techniques en lien avec les entreprises (autocontrôles, essais propres à chaque lot, essais coordonnés, etc...).
- Les prestations de maîtrise d'œuvre nécessaires à la réalisation de mesure conservatoire au sens du CCAG travaux.

Modification dans la consistance des travaux :

Toute modification dans la consistance des travaux, même sans incidence financière, ne peut intervenir qu'avec l'accord exprès du Maître d'Ouvrage. Quelle que soit l'origine de la modification, elle doit faire l'objet d'une **fiche de travaux modificatifs (FTM)** établie par le Maître d'œuvre (modèle GPA) et comportant les indications suivantes :

- Numéro d'ordre depuis la notification des marchés de travaux,
- Nature de la modification envisagée (description),
- Origine de la modification (Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre, réglementation, erreur ou omission),
- Liste de toutes ses incidences sur les marchés de travaux,
- Evaluation par le Maître d'œuvre de son impact financier détaillé et global (positif, négatif ou neutre).

Sur la base d'une fiche modificative complète, le Maître d'Ouvrage adopte une position de principe d'acceptation ou de refus de la modification.

En cas d'acceptation, le Maître d'œuvre prépare le ou les ordres de service correspondants, lorsqu'il s'agit de prix nouveaux.

Il appartient au Maître d'œuvre d'anticiper les besoins des exécutants en ordres de service, de façon à ne pas retarder le déroulement des travaux.

Le Maître d'œuvre pourra être amené à élaborer un projet d'avenant à la suite d'un ordre de service.

b) Livrables, délais et rémunération

Livrables	Délais maximum	Transmission	BPU
Calendrier de réunions de chantier	Au démarrage du chantier au plus tard	Dématérialisée	P13

Délivrer un Ordre de service à l'entreprise après l'accord de GPA Mise à jour d'un tableau de suivi des OS	Dans les délais nécessaires à l'exécution du ou des contrats de travaux Au fil de l'eau	Dématérialisée à privilégier	
Dresser un constat contradictoire	5 jours ouvrés après la tenue du constat	Dématérialisée	
Fiche de travaux modificatifs (FTM)	Dans les délais nécessaires à l'exécution du ou des contrats de travaux (NB : temps du circuit de signature GPA à intégrer)	Dématérialisée	
Actualisation du tableau de suivi financier	Mensuel	Dématérialisée	
Actualisation du carnet de bord : compte-rendu de chantier (hebdomadaire) + photos	2 jours ouvrés après la tenue de la réunion de chantier	Dématérialisée	
Compte-rendu sur la gestion des déchets + actualisation du tableau de suivi annexé : <i>conformité des évacuations, suivi de la production des BSD, registre de suivi des déchets, VSP et valorisation des déchets...</i>	Mensuel	Dématérialisée	
Visa des situations et DGD	5 jours à réception du document	Dématérialisée	

3. Assistance apportée au Maître de l'ouvrage lors des opérations de réception (AOR)

a) Consistance de la mission

L'assistance apportée au Maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objet :

- D'organiser les opérations préalables à la réception des travaux
- D'assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée
- De procéder à l'examen des désordres signalés par le Maître de l'ouvrage
- De veiller à la constitution du dossier des ouvrages exécutés.

Le Maître d'œuvre devra veiller particulièrement à ce que les DOE soient précis (plans topographiques, relevé des ouvrages enterrés laissés en place, copie des bordereaux de suivi de déchets avec récapitulatif).

Il inclut à cette prestation la réception du SSI, en sa qualité de coordinateur ; la production du dossier d'identité SSI est quant à elle comprise au prix P22.

Le titulaire se charge de l'organisation administrative des opérations préalables à la réception, et notamment de la convocation des entrepreneurs, en vue d'établir un Procès Verbal propre à chaque marché de travaux. Le Maître d'Ouvrage sera destinataire des copies des convocations.

Au titre des opérations préalables à la réception, le titulaire :

- S'assure de la conformité des ouvrages exécutés avec les pièces contractuelles des marchés de travaux.
- Vérifie que les épreuves éventuellement prévues par les marchés de travaux ont bien été exécutées, collecte les procès verbaux correspondants
- Assiste, avec ses représentants qualifiés, aux essais définis en phase PRO dans le programme des essais et à tous les essais supplémentaires non prévus initialement et/ou à la demande du maître d'ouvrage.
- Constate les éventuelles imperfections et malfaçons
- Constate le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des abords
- Constate l'achèvement des travaux. Seront considérés comme inachevés :
 - o Les ouvrages ou parties d'ouvrages pour lesquels certaines prestations non encore exécutées ou certaines installations non repliées, rendraient le bâtiment impropre à sa destination ou feraient obstacle à sa mise en service.
 - o Les ouvrages ou parties d'ouvrage pour lesquels certaines épreuves garantissant la stabilité des ouvrages ou la sécurité des personnes n'auraient pas été exécutées.
- Décide d'interrompre le déroulement des OPR si il constate manifestement que des ouvrages indispensables à la mise en exploitation de l'ouvrage ne sont pas achevés. Si tel est le cas, il dresse néanmoins le(s) PV sur le champ en indiquant la nature des ouvrages inachevés.

Il notifie et communique ce PV dans les conditions ci-dessous.

Il est alors explicitement à sa charge de recommencer l'ensemble de la procédure d'OPR autant de fois que nécessaire dès qu'il estime (ou que les entrepreneurs l'informent dans les conditions de l'article 41.1 du CCAG-Travaux) que les ouvrages inachevés mentionnés dans le PV précédent sont terminés.

D'une manière générale, les opérations préalables à la réception font l'objet d'un procès verbal dressé sur le champ par le titulaire, qui se charge de recueillir les signatures des entrepreneurs.

Ce procès verbal fera clairement apparaître les différents types de réserves selon la classification du CCAG travaux ainsi que les réfections éventuelles qui peuvent y être associées.

Le Maître d'Ouvrage sera destinataire de l'original de ce PV.

Dans le cas où les opérations préalables à la réception s'échelonnent sur plusieurs jours, le procès verbal dressé par le titulaire sur le champ sera signé par les entrepreneurs à la fin de chaque journée.

Si un entrepreneur refuse de signer, le titulaire en fait mention dans le procès verbal.

Si les travaux sont considérés par lui comme achevés au sens où ils permettent la mise en exploitation de l'ouvrage, le titulaire propose au Maître d'Ouvrage de prononcer la réception.

Cette proposition formelle est rédigée par l'utilisation du cadre type fourni par le maître d'ouvrage (à défaut le formulaire approprié du Minefi)

Dans un délai de cinq jours suivant la date du procès verbal, le titulaire fait connaître aux entrepreneurs s'il a ou non proposé au Maître d'Ouvrage de prononcer la réception.

Le Maître d'Ouvrage sera destinataire d'une copie des documents justifiant cet acte.

PROCEDURES RELATIVES A LA LEVEE DES RESERVES

- Information du Maître d'Ouvrage

Une fois par mois, le titulaire rend compte au maître d'ouvrage de l'état d'avancement de la levée des réserves de manière détaillée, à compter de la date d'effet de la réception jusqu'à la levée des dernières réserves.

Remarque : En fonction de l'importance des réserves et des problématiques rencontrées par l'exploitant pour la mise en route de l'établissement, il pourra être demandé un renforcement en fréquence de ce reporting pendant les 3 premiers mois à compter de la réception des travaux, pouvant aller jusqu'à une réunion hebdomadaire.

Ce reporting prendra la forme d'un rapport mensuel intitulé « Suivi de la levée des réserves » comprenant :

- Faits marquants de la période écoulées en matière de :
 - o nombre de réserves déclarées levées par les entreprises depuis le dernier reporting,
 - o nombre de réserves vérifiées par le MOE par rapport au nombre réserves déclarées levées par les entreprises depuis le dernier reporting,
 - o nombre de réserves réellement levées depuis le dernier reporting.
- Tableau récapitulatif statistique de levée des réserves lot par lot, établi sous Excel :
 - o nombre total de réserves lors de la réception,
 - o nombre total de réserves déclarées levées par les entreprises,
 - o nombre total de réserves vérifiées par le MOE par rapport au nombre réserves déclarées levées par les entreprises

- nombre total de réserves réellement levées
- Date de levée des dernières prestations non exécutées, lot par lot.
- Pourcentages...
- Proposition de stratégie vis-à-vis des entrepreneurs, au cas par cas, en fonction des entreprises et de la nature des réserves : relances simples, mises en demeure avec menace de réfaction et de résolution aux frais et risques, réfactions, procédure de frais et risques, etc...

Enfin, à l'issue du processus de levée de réserves, ce reporting prendra la forme, d'un rapport de fin de levée de réserves, faisant le bilan, réserve par réserve, des suites données.

Ce rapport comprendra :

- Une présentation synthétique des évènements marquants survenus pendant la période de levée de réserves (date et nature des PV de levées, etc...)
- Un tableau listant la totalité des réserves, leurs caractéristiques (numéro, nature, lot, etc...), la suite qui a été donnée, etc...
- Des graphiques statistiques pertinents permettant de visualiser l'évolution, au cours la période :
- Du nombre de réserves déclarées levées par les entreprises,
- Du nombre de réserves vérifiées levées par le titulaire,
- Du nombre de réserves non levées (avec tri par type d'action entreprise...)
- Des lots « bons élèves » et « mauvais élèves »
- Etc...

Direction et organisation des levées de réserves.

En outre, le titulaire se charge bien évidemment de l'organisation proprement dite des opérations de levée de réserves, et notamment de la convocation des entrepreneurs. Le Maître d'Ouvrage sera destinataire des copies des convocations.

Au titre des opérations de levée de réserve le titulaire :

- Vérifie que les épreuves non exécutées au stade des opérations préalables à la réception ont bien été exécutées et collecte les procès verbaux correspondant.
- Constate que les entrepreneurs ont remédié aux éventuelles imperfections et malfaçons consignées comme réserves en annexe à la décision de réception
- Constate en tant que de besoin, le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des abords

Les opérations de levée de réserves font l'objet d'un procès verbal dressé sur le champ par le titulaire, qui se charge de recueillir les signatures des entrepreneurs. Le Maître d'Ouvrage sera destinataire d'une copie de ce PV.

Dans le cas où les opérations de levées de réserves s'échelonnent sur plusieurs jours, le procès verbal dressé par le titulaire sur le champ sera signé par les entrepreneurs à la fin de

chaque journée. Si un entrepreneur refuse de signer, le titulaire en fait mention dans le procès verbal.

Si l'ensemble des réserves consignées en annexe à la décision de réception est considéré par lui comme levé, le titulaire propose au Maître d'Ouvrage de prononcer la levée de ces réserves.

Cette proposition formelle est rédigée par l'utilisation du cadre type fourni par le maître d'ouvrage (à défaut le formulaire approprié du Minefi).

Dans un délai de cinq jours suivant la date du procès verbal, le titulaire fait connaître aux entrepreneurs s'il a ou non proposé au Maître d'Ouvrage de prononcer la levée des réserves. Le Maître d'Ouvrage sera destinataire d'une copie des documents justifiant cet acte.

Dans le cas contraire, il fait mention du caractère inachevé des levées de réserves dans le Procès Verbal et recommence le processus décrit ci-dessus jusqu'à l'achèvement des levées de réserves ou jusqu'à la prise d'une décision concernant la réfaction ou l'exécution aux frais et risques de ces réserves.

b) Livrables, délais et rémunération

Livrables	Délais maximums	Transmission	BPU
PV de réception	5 jours ouvrés à compter de la date de réception établit avec l'entreprise	Dématérialisée ou papier	P14
Levée des réserves : reporting mensuel et rapport final	Rapport final 10 jours ouvrés après la dernière levée	Dématérialisée ou papier	
DOE + l'ensemble des PV de réception : transmission du dossier complet et validé par la MOE	20 jours ouvrés à compter de la date de réception établie avec l'entreprise	Dématérialisée + envoi papier	

5.6. Missions complémentaires aux missions de MOE intégrées à ce marché

1. Ordonnancement, Coordination et Pilotage des travaux (OPC)

a) Consistance de la mission

Le Maître d'œuvre exécute cet élément de mission conformément aux dispositions réglementaires, issues des textes relatifs à la loi MOP et du code du travail, et dans les règles de l'art. La mission a pour objet :

- D'analyser les tâches élémentaires portant sur les études d'exécution et les travaux, de déterminer leurs enchaînements ainsi que leur chemin critique par des documents graphiques ;
- D'harmoniser dans le temps et dans l'espace les actions des différents intervenants au stade des travaux ;
- Au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves dans les délais impartis dans le ou les contrats de travaux, de mettre en application les diverses mesures d'organisation arrêtées au titre de l'ordonnancement et de la coordination.

Le pilotage et la coordination des travaux doit s'inscrire dans la maîtrise des coûts quant aux choix des méthodologies et des solutions logistiques retenues (camions, stockages provisoires etc.)

- Etablissement du calendrier détaillé d'exécution en lien avec le ou les entreprises pour notification pendant le période de préparation de chantier
- Suivi/pointage hebdomadaire du respect du calendrier et point spécifique avancement de la réunion de chantier
- Mise à jour du calendrier par zone
- Contrôle des plans d'installations de chantier et de leur mise à jour
- Participation aux réunions d'informations riverains, aux réunions de coordination chantiers / Information, prise en compte des recommandations/décisions dans le cadre des coordinations de chantiers.

b) Livrables, délais et rémunération

Les prix pour la mission complémentaire OPC sont à renseigner au BPU, sous une forme forfaitaire.

Livrables	Délais maximums	Transmission	BPU
Calendrier détaillé d'exécution et sa mise à jour	3 jours ouvrés à compter de la demande	Dématérialisée	P15
Compte-rendu d'avancement Hebdomadaire (en phase DET)	2 jours ouvrés à compter de la tenue de la réunion de chantier	Dématérialisée	

Avis sur PIC et actualisation (en phase DET)	5 jours ouvrés à compter de la réunion de chantier	Dématérialisée	
---	--	----------------	--

2. Coordination Sécurité et Système Incendie (SSI)

c) Consistance de la mission

Le Maître d'œuvre exécute

La mission de CSSI est une obligation au sens de la norme NFS 61-931 § 5.3. Elle est obligatoire pour tout ERP, et concerne donc le PIR Est.

Le TITULAIRE de ce marché de MOE sera également le coordinateur incendie, et devra donc intégrer aux différentes étapes décrites e partie 5.4 :

- La phase de conception du SSI

Le Titulaire procèdera à l'analyse complète des besoins, puis organiser et concevoir le SSI. Il rédigera un Cahier des charges Fonctionnel, qui devra être intégré au DCE des entreprises travaux.

- La phase d'exécution

Le Titulaire assure le suivi de l'exécution de travaux dans le but d'assurer la cohérence technique et fonctionnelle du système de sécurité incendie conçu lors de la phase précédente.

- La phase de réception

Le Titulaire procède à la réception technique du système de sécurité incendie. Il émet le procès verbal (PV de réception) correspondant à l'installation. Il remet également le dossier d'identité du système de sécurité incendie. Ce dossier d'identité comprend :

- Une présentation du Système de sécurité incendie,
- La liste des matériels du SSI installés,
- Les consignes pour l'exploitation du SSI,
- Les plans de récolement de l'ECS, SMSI voir SSS (Sonorisation de Sécurité),
- La corrélation entre les différentes zones (ZD, ZS, DCT...),
- Les schémas unifilaires du SSI installé,
- La programmation du SDI et du CMSI,
- Les AES avec les notes de calcul,
- Les schémas de principe des installations de ventilation et de désenfumage,
- Historique des travaux réalisés,
- Le cahier des charges fonctionnels,
- Procès verbal de réception des travaux effectués par le coordinateur SSI,
- Notices d'exploitation et de maintenance des systèmes

- Documents de conformité et d'associativité des matériels en place,
- Rapports d'essais (Autocontrôle)

d) Livrables, délais et rémunération

Le Maître d'œuvre remet le cahier des charges fonctionnel en phase Etudes, et un dossier d'identité en phase réception des travaux.

Ces deux dossiers font l'objet d'un prix au BPU, respectivement P21 et P22.

Le Maître d'œuvre assure le suivi de l'exécution SSI : ce prix est à comprendre dans les prix « DET » du MS Travaux.

La réception technique des travaux est quant à elle à inclure en phase « AOR », hors production du dossier d'identité.

6 TABLE DES FIGURES

Figure 1 plan de situation et desserte en transport de la ville de Sevrans.....	4
Figure 2 Les différents projets en cours ou à l'étude sur le secteur nord de la commune de Sevrans	5
Figure 3 Périmètre prévisionnel de la future ZAC Mandela (environ 7 ha)	8
Figure 4 Programme du pôle gare issu du schéma de référence du pôle Sevrans-Beaudottes, aout 2024.....	8
Figure 5 Tranchée couverte RER B.....	10
Figure 6 Plan des démolitions.....	12
Figure 7 Localisation du parking silo (en rouge) sur le parvis de la gare Sevrans Beaudottes ...	13
Figure 8 Illustration de la stratégie environnementale de GPA	19

...

7 ANNEXES

Documents types de GPA

- Fiche de travaux modificatifs
- Cr de chantier type
- Tableau de suivi des coûts
- Tableau de suivi budgétaire
- Règlement de chantier faibles nuisances

Plans du site

- Plan des réseaux (DWG et Pdf)
- Plans du PIR (Pdf)

Etudes réalisées sur le site

- Etude structure du PIR
- APS sur le PIR Est